

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 19 MAI
N°189 1,50F

Belgique : 15 F
Commission Paritaire N° 56942

Guadeloupe :
**UNE JEUNE NATION
EN LUTTE**
**Le P«CG»
au secours du
colonialisme
français**

VOIR PAGE 12

Giscard d'accord pour l'Europe américaine

Parlant devant le Congrès américain, Giscard d'Estaing a demandé aux Etats-Unis de bien vouloir assurer la sécurité de l'Europe. Et d'affirmer que, si leur intervention avait été prévue, les deux premières guerres mondiales ne se seraient pas produites.

Ainsi, un facteur très important de l'attitude de la bourgeoisie française à l'égard des Etats-Unis est confirmé : la peur de l'Union Soviétique, peur justifiée, mais qui ne conduit pas une classe décadente à envisager de compter sur son propre peuple pour se défendre. La concurrence à laquelle se livrent sur notre continent les deux superpuissances, en accroissant la tension, favorise de la sorte la main-mise américaine sur sa partie occidentale.

Qu'après cela, Giscard d'Estaing aille demander aux Etats-Unis de «considérer l'achèvement de l'Europe sans appréhension» est à peu près inutile : il a déjà indiqué qu'elle ne pouvait se faire que sous leur protection.

Liberté, indépendance : le président de la république ne cesse, depuis qu'il a débarqué à Washington, de broder sur ces deux thèmes. Mais, les mots une fois passés, il reste «une fidélité qui n'est pas simple complaisance» à l'égard des USA, comme il le déclarait dès lundi soir. Resserrer les liens un moment distendus, ne pas perdre totalement les acquis de la politique pratiquée par ses prédécesseurs, tel est le sens de la formule, telle est la réalité de la politique giscardienne.

C'est, sur le plan économique, la poursuite de l'exportation en France de la crise américaine qui est ainsi assurée au dépens des travailleurs. Et, pour une bataille révolutionnaire à venir, le danger que représente la présence des USA sur notre continent pour notre peuple, à la différence de Giscard, assurer l'indépendance vis-à-vis de l'URSS ne peut passer par une politique de concessions à l'autre superpuissance.

voir p. 7

BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE (Dijon)

PREMIERE VICTOIRE

8 DES 23 SONT DANS L'USINE



La lutte pour la réintégration totale continue

Lundi après-midi, les licenciés de Bourgogne Electronique apprenaient la décision de l'inspecteur du travail de refuser les licenciements demandés pour 8 délégués.

Hier matin, les 8 se sont présentés à l'entrée de l'usine où les attendaient 200 travailleurs, venus pour les accueillir et les accompagner à leurs ateliers respectifs. Les 8 sont alors montés, escortés

des travailleurs, au bureau du chef du personnel, annoncer qu'ils réintégraient leurs postes. Celui-ci leur a alors remis une lettre en leur annonçant que la direction faisait appel à Dura-four. Puis, toujours accompagnés de leurs camarades, les délégués réintégrés sont partis reprendre leur poste de travail, certains sous les applaudissements!

suite p. 4

LIBAN : FARAYA AUX MAINS DES PATRIOTES

Hier, dans la matinée, le bourg de Faraya, important centre phalangiste dans la montagne a été pris par les forces patriotiques. L'importance du centre est dû à sa hauteur : à partir de Faraya, on peut contrôler tout ce qui est en dessous, et principalement Jounieh, un autre centre important des Phalanges sur la côte où Frangie s'est enfui.

Aussitôt, Faraya pris, les forces patriotiques ont attaqué Jounieh. Leur avancée est liée à l'acceptation de l'Armée de Libération de la Palestine de se retirer de Tripoli, comme le lui avait demandé l'OLP.

suite p. 8

• Notre enquête «A quelle enseignage sommes-nous logés?» p.2

• Papeteries de Roanne en lutte p.5

• Allemagne : Vague de répression à Francfort p.7

• CNUCED : Intervention du délégué de la République Populaire de Chine p.9

Lacq

HALTE À LA LIQUIDATION

(Interview d'un délégué de la SNPA)

Non contente de liquider son usine de Lacq, menaçant de la sorte l'emploi de six cents travailleurs, la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine veut sanctionner cent cinquante travailleurs parmi ceux qui refusent les conséquences de cette nouvelle restructuration. La grève a répondu à ces prétentions ! La direction pour isoler les grévistes a bloqué les livraisons de gaz. Malgré cela, et les mesures de lock-out que Pétrobrás entend prendre (au nom du manque de gaz), la solidarité des travailleurs de la région de Paris et Lannemezan s'organise !

—Le Quotidien du Peuple : Quelles sont vos revendications et comment la lutte a-t-elle démarré ?

pratiquer une restructuration qui réduit la SNPA à une sorte de «société de service». C'est cela que l'on refuse absolument car ça se conjugue avec la situation régionale du point de vue de l'emploi qui est plutôt catastrophique, et se manifeste au niveau du temps de travail et des effectifs...

—La question qui se pose c'est que pour avoir des capitaux plus mobiles et pour essayer de répartir au mieux les travailleurs en brisant leur combativité, la direction et le gouvernement ont décidé de

suite p. 4

Corse

AUJOURD'HUI DÉCLARATION D'EDMOND SIMÉONI DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

(VOIR PAGE 6 LE POINT SUR LA SITUATION EN CORSE PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)



La deuxième journée du procès Siméoni a été particulièrement brève. Le bâtonnier Filippi, défenseur de Siméoni, a complété son argumentation sur un des mystères d'Aléria : intervention du Parquet de la Cour de Sûreté de l'Etat avant tout incident : «Sans ordre écrit du ministère de la justice, le chef d'antenne du SRPJ d'Ajaccio a été saisi dès le 21 août avant qu'il se soit passé quoi que ce soit, sur injonction du Parquet de

la Cour de Sûreté. Le ministère public est entré en transes !». Après une longue délibération, la Cour décide de débouter les accusés sur les deux chefs d'accusation pouvant remettre en cause l'instruction et décide d'adjoindre ces incidents au fond. Il s'agit de l'audition du sous-préfet Guerrin en présence du préfet Gilly et du plan et du dossier photos dressés par la gendarmerie.

suite page 6

ENQUÊTE

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES !.6.

L'ÉCHEC DES VILLES NOUVELLES

Prévoir et planifier le développement des villes de l'an 2000, c'était l'ambition affichée du gouvernement Pompidou. Des projets ont tenté de concrétiser sur le papier cette ambition, c'est de là que sont nées les villes nouvelles. Neuf de ces villes ont commencé à voir le jour dont cinq dans la région parisienne : Evry, Melun-Sénart, Saint-Quentin-en-Yvelines, Marne-la-Vallée et Cergy-Pontoise. Selon le SDAURP (Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région de Paris), ces cinq villes nouvelles étaient destinées à éviter un développement anarchique de l'agglomération parisienne en «tâche d'huile» ou en «doigt de gant» autour des grands axes routiers. Il s'agissait d'une politique autoritariste de rééquilibrage du développement de l'agglomération destinée à redresser le déséquilibre emplois à l'Ouest, logement à l'Est. Les prévisions étant de 14 millions d'habitants dans la région parisienne pour l'an 2000 soit un accroissement de 2,4 millions, chaque ville nouvelle devait comporter environ 500 000 habitants. Le projet des villes nouvelles peut être considéré comme une des solutions bourgeoises les meilleures, car il tentait de parvenir à la maîtrise du développement de

l'urbanisme parisien. Mais, il porte les marques de la logique capitaliste : aggravation de la contradiction ville-campagne et du déséquilibre Paris-province.

Les villes nouvelles devaient être de véritables villes, autonomes par rapport au centre parisien, se suffisant à elles-mêmes au point de vue emplois, équipements collectifs, commerces, loisirs. Elles devaient, tout en étant parfaitement reliées à la métropole, être bien reliées entre elles sans passer par Paris. Par rapport aux villes de banlieue, isolées du centre de Paris, le projet des villes nouvelles était de constituer des ensembles indépendants dotés d'une architecture nouvelle et séduisante et abondamment pourvus en équipements de loisirs.

L'exemple de Marne-la-Vallée prévue pour 550 000 habitants en l'an 2000 est des plus révélateurs de l'échec des ambitions pompidoliennes. Aujourd'hui, malgré les assurances de Giscard, on va vers une réduction considérable des projets initiaux, au lieu des 500 000 habitants prévus, les villes nouvelles n'en auraient plus que 300 000.

LES «HAUTS BÂTONS»

A Noisy-le-Grand, la cité des «Hauts Bâtons» abrite déjà quelques milliers d'habitants, bien que le chantier soit encore loin d'être terminé. Les «Hauts Bâtons» se situent encore dans la nature, entre des taillis et une succession de petits pavillons. Malgré les monticules boueux, qui subsistent du chantier, la première impression reçue est presque favorable. Les immeubles HLM n'excèdent pas six étages, ils sont habillés d'un revêtement de plastique aux couleurs pimpantes, modelé en alvéoles qui introduisent une variété de formes et de tons inhabituelle dans une cité HLM. Mais quelques discussions avec les locataires suffisent pour se rendre compte que ce n'est là au mieux qu'un cache-misère de pacotille.

UN «DÉTOURNEMENT» DE BUS

L'isolement de la cité aggrave encore le problème du manque d'équipements, de commerces et de loisirs. La seule installation collective existante est l'école : quatre classes pour 215 élèves. Cet hiver, elle n'était pas chauffée, les parents d'élèves ont dû occuper la mairie pour obtenir le chauffage. Ils ont «détourné» un bus pour se rendre à la mairie qu'ils ont occupée à plusieurs dizaines. Le lendemain, l'école était chauffée. Pour les petits, il n'y a pas de crèches, ce qui oblige les femmes à garder la maison ou à trouver des nourrices. Il n'y a pas de jeux pour les enfants surtout pour les plus âgés qui s'ennuient et «font des bêtises». La solution prévue des gardes qui distribueront des amendes : 30 F par infraction.

LE PÉAGE SUR L'A 4

La ville de Marne-la-Vallée s'étend sur un vingtaine de kilomètres sur les bords de la Marne à l'Est de Paris, sa pointe la plus rapprochée est à dix kilomètres de la porte de Vincennes. Elle couvre vingt-six communes et regroupe actuellement 110 000 habitants.

Selon le projet initial, Marne-la-Vallée était une pièce maîtresse dans le rééquilibrage de la région parisienne devant assurer un équilibre emploi-logement.

Marne-la-Vallée est tronçonnée en quatre secteurs séparés par des zones forestières. Selon les prévisions, le nombre d'habitants à la fin du VI^e Plan devait atteindre 250 000, l'objectif n'est même pas rempli à 50 %. Les emplois qui devaient être créés ne le sont pas. Les industriels pressentis se récusent. Le Printemps qui devait installer un grand magasin a abandonné ce projet, l'an dernier. Le centre commercial de Noisy-le-Grand ne fera que 26 000 m² au lieu des 80 000 prévus. L'échec du centre commercial de Rosny II a fait réfléchir les grands magasins qui jugent la population de Marne-la-Vallée trop ouvrière. L'institution d'un péage sur l'autoroute A4 qui dessert la ville nouvelle, contrairement à ce qui était initialement prévu, a été le prétexte saisi par de nombreux industriels pour revenir sur leurs promesses d'implantation de Marne-la-Vallée.



Maquette d'Evry-centre

Robert pourrait parler des heures sur les difficultés innombrables qui assaillent quotidiennement les nouveaux habitants de cette cité de Noisy-le-Grand. Il n'est pas mécontent d'avoir quitté le deux pièces où ils logeaient à sept. Ce n'est pas du confort qu'il se plaint, il a pris le logement neuf avec relativement peu de malheurs.

CINQ KILOMÈTRES A TRAVERS CHAMPS

Comme la presque totalité des autres locataires, il travaille à Paris, cela veut dire qu'il a chaque jour trois heures de transport. Le système de transport est défaillant : il faut prendre le bus jusqu'à la gare des Yvris, puis le train et le métro ou bien le car jusqu'à Nogent, le RER et le métro, ce qui revient à peu près au même. Après 20 h 30, il n'y a plus de bus, il faut prendre un taxi ou faire le chemin à pied : cinq kilomètres à travers champs. Le service de bus n'est pas régulier et très espacé occasionnant des retards au travail, une institutrice vacataire a été licenciée pour cette raison. Enfin les quelques bus sont nettement insuffisants, ils ne peuvent pas prendre tous ceux qui attendent. Il n'empêche que les frais de transport reviennent à 140 F par mois.

CHANTAGE COLLECTIF

Alors que nous discutons, le marchand de glaces fait entendre son klaxon musical qui attire une nuée de gens. Ceux de Robert, qui jouent de la guitare remontent l'escalier en courant pour demander de l'argent à leur père. Robert refuse : «Je ne peux pas tous les jours». Il se tourne vers moi : «Ça me fait mal au cœur d'être obligé de refuser quelque chose à mes gosses, le marchand le sait bien, il n'est pas le seul à l'école, c'est pareil pour les prix, la fête des pères, la fête des mères... Les institutrices font faire des petits travaux aux enfants, mais il faut les payer, la dernière fois, pour trois gosses, ça m'a coûté 150 F. La prochaine fois, je refuserai, j'irai m'expliquer avec le directeur. Tu vois ici on nous soutire l'argent de toutes parts».

Les loyers tournent autour de 420 F pour un F3, mais avec les charges, en hiver, il faut compter près de 1 000 F par mois. «Si ma femme n'avait pas pu travailler, grâce à ma mère qui s'occupe des gosses, je n'y arriverais pas. Un des voisins m'a dit qu'il ne voyait pas comment il allait pouvoir rester là. J'en ai vu déjà des expulsions».

LE TOUT ÉLECTRIQUE

Le piège, c'est le «tout électrique» qui est encouragé par le gouvernement. Du chauffage à la cuisinière, tout est électrique. En faisant très attention aux dépenses, la dernière note pour les quatre mois était de 1 200 F. «Je n'ai pas pu la payer, comme d'autres. Si je n'avais pas été là le jour où l'employé est passé pour couper l'électricité, je me serais retrouvé le lendemain sans eau chaude, sans chauffage, sans aucun moyen pour faire la cuisine». C'est arrivé à certains qui ont des enfants en bas âge. Lorsque le courant est coupé, pour le faire rétablir, il faut régler la note et payer en plus une taxe de rétablissement. En cas de retard sur le loyer, c'est pareil : amende de 10 F. Les logements sont livrés avec une cuisinière électrique pour obliger les locataires à se servir de ce mode de cuisson. La location revient à 15 F par mois et il faut verser une caution de 950 F.

La cité des «Hauts Bâtons» n'a pas de médecin, et comme il n'y a pas de téléphone en état de marche, en cas de maladie ou d'accident, il faut attendre très longtemps pour être secouru.

Récemment, un enfant renversé par une voiture est resté sans secours pendant trente minutes, ça se passait dans la journée. La nuit, quand on n'a pas de voitures, il faut réveiller un voisin, il n'y a pas d'autres moyens. Pour les soins, il n'y a pas à Noisy de clinique conventionnée, les tarifs pratiqués dans la clinique privée sont élevés et mal remboursés.

*C'est là quelques uns des problèmes

dont m'a parlé Robert qui «n'est pas à plaindre», dit-il. Il dispose de 5 000F en tout chaque mois (son salaire, celui de sa femme, les allocations familiales) pour toute sa famille mais il avoue qu'il a bien du mal à joindre les deux bouts. «Je me demande comment ceux qui gagnent moins que moi y arrivent. Je t'assure, il y a bien longtemps que je ne sais plus ce qu'est le fumet d'un gigot».

Ce n'est pas le désespoir qui habite Robert mais la révolte. C'est dur dans une cité nouvelle, sans emplois sur place, où presque personne ne se connaît, de lutter, mais les locataires commencent à se parler de leurs problèmes. On reparlera bientôt des «Hauts Bâtons».

LE VII^e PLAN EN PANNE

LES MANOEUVRES DE LECANUET

Chirac devait préciser hier le projet du VII^e Plan devant le Conseil Economique et Social. Il n'a en réalité rien précisé, mais s'est prudemment cantonné dans l'énoncé de généralités déjà connues. Les objectifs du VII^e Plan sont selon le premier ministre la croissance, la lutte contre l'inflation, le plein emploi la lutte contre les inégalités et l'amélioration des conditions de vie. Le Conseil Economique et Social dans les critiques qu'il adresse au projet gouvernemental démontre le caractère inconciliable de ces

différents objectifs. Certains, tel le plein emploi, sont de l'aveu même des experts de la planification irréalisables. Les seules véritables certitudes qui se dégagent du projet de VII^e Plan concernent l'aggravation des conditions de vie et de salaire de la classe ouvrière, à condition toutefois que les travailleurs l'acceptent. Il ne fait pas de doute que la classe ouvrière opposera une riposte d'ampleur aux projets gouvernementaux, et refusera de faire les frais de la restructuration.

IMPUISSANCE A DÉPASSER LE PILOTAGE A VUE

Le Conseil Economique et Social ne se prononce pas toutefois sur le type de croissance à adopter et ne propose pas de solutions de rechange. Ses critiques ne sont qu'un constat de l'impossibilité pour la bourgeoisie aujourd'hui de faire des projets cohérents à moyen terme. La raison de cette impuissance ne tient pas uniquement comme le dit le Conseil Economique et Social à l'incertitude de la conjoncture internationale et à l'aggravation de la concurrence. Ce n'est là qu'un aspect. L'incapacité à dépasser le pilotage à vue tient également à la crise politique qui fait peser des inconnues redoutables pour la bourgeoisie sur l'attitude de la classe ouvrière.

Lecanuet n'a rien trouvé d'autre, pour affirmer que le juge Ceccaldi et sa famille «se préparaient à quitter Marseille pour tout poste d'avancement en métropole ou outre-mer», que d'exhiber une lettre que Mme Ceccaldi avait envoyé au recteur de l'Académie d'Aix. Dans cette lettre, l'épouse du juge, professeur au CES «Henri-Wallon», avait prévenu, le 8 avril dernier, le recteur que «l'inscription de son mari sur la liste d'aptitude à une fonction supérieure impliquait la possibilité d'une nomination dans un délai indéterminé». Mais Lecanuet n'a pas expliqué pourquoi une lettre destinée à un recteur, dépendant d'Haiby, pouvait parvenir au ministre de la Justice. Décidément, après l'arbitraire, Lecanuet recourt aujourd'hui aux basses manœuvres d'inspiration policière. Mme Ceccaldi a décidé de porter plainte contre X., à la suite de la publication d'éléments de son dossier à l'Education Nationale.

Le projet de VII^e Plan élaboré par les différentes commissions sous la direction du conseil de planification est examiné actuellement par le Conseil Economique et Social. Les premières réflexions livrées par cette assemblée ne sont pas tendres pour le projet gouvernemental.

Les critiques du Conseil Economique et Social portent sur les hypothèses retenues jugées trop aléatoires. Les prévisions du VII^e Plan sont en effet fondées sur des hypothèses

fragiles concernant la situation internationale et sur le commerce extérieur. L'excédent commercial prévu ne semble pas réaliste. Devant l'incertitude de la situation économique internationale, le Conseil Economique et Social estime qu'il aurait fallu commencer par un plan intérimaire d'un an avant de définir un plan à plus long terme.

CONTRADICTIONS

Enfin, un certain nombre d'objectifs sont incon-

ciliables. Il ne peut être question de résorber le chômage et de développer simultanément l'investissement productif qui se traduit comme on peut le voir dans la sidérurgie par des réductions d'emplois.

L'augmentation de l'épargne n'est pas compatible avec la progression des prélèvements obligatoires : impôts et cotisations sociales. Le Conseil Economique et Social émet aussi des doutes sur la possibilité de financement des différents program-

mes d'action prioritaires (politique familiale...). En ce qui concerne la «qualité de la vie» et la «réduction des inégalités» forcée est de constater qu'aucun projet précis n'a été retenu, ce qui montre le sérieux de ces propositions. Le Conseil Economique et Social souligne également qu'avec le rythme d'accroissement de la population active (1 % par an), il ne faut pas compter sur une diminution du chômage. Conclusion qui était également celle de la Commission Emploi.

Bordeaux

CONGRÈS DU CNJA

Le 16^{ème} Congrès du CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs) s'ouvre aujourd'hui 19 mai à Bordeaux.

Le CNJA est né après la Libération dans le sein de la CGA (Confédération Générale de l'Agriculture) dont il constituait l'élément jeune. Mais la CGA, manipulée par la SFIO, qui voulait en faire l'instrument de sa main-mise sur la paysannerie, s'effondra en 1954, et le CNJA put se resituer.

Des pourparlers s'engagent alors avec la JAC (Jeunesse Agricole Catholique). Le dynamisme, les initiatives et la forte implantation de ce mouvement catholique ont jusqu'à ce moment fait barrage au développement du CNJA.

Mais, de son côté, la JAC qui connaît des démêlés avec les évêques (qui trouvent que son action est trop «temporelle») et pas assez «spirituelle»), a besoin d'un relais syndical.

Des tractations ont lieu,

et après quelques péripéties, les deux mouvements s'entendent. Dans la lancée de cet accord, le CNJA adopte des statuts syndicaux (ce que souhaitait la JAC) et adhère à la FNSEA, pour y représenter la jeunesse.

L'un des plus habiles négociateurs, le secrétaire général de la JAC, Michel Debatisse, devient le secrétaire général du CNJA.

Les jeunes paysans qui jouent à fond la carte de la «modernisation» ont donc trouvé leur instrument de représentation et de lutte. Par le CNJA, ils s'opposent aux agrariens traditionnels, et obtiennent du pouvoir une série de lois et de mesures qui permettent à cette paysannerie moyenne de s'affermir et de se développer. En 1961, Edgard Pisani, ministre de l'Agriculture, fait sien le programme du CNJA et parvient à en imposer les grandes lignes : politique des structures accompagnant la politique des prix.

Le CNJA, ces dernières années, a beaucoup perdu de son poids et de son dynamisme. Son rôle de défense de la moyenne paysannerie modernisée est largement pris en charge par la FNSEA. Aussi, la visite que fera Chirac, demain jeudi, à ce congrès, dépasse-t-elle de beaucoup le cadre du CNJA lui-même. C'est la première fois, depuis sa fondation, qu'un chef de gouvernement participe à un congrès du CNJA. Jacques Chirac, en donnant ainsi le gage de sa présence à l'élément représentatif «le plus avancé» de la paysannerie veut remplir un double objectif. D'abord désamorcer la grogne qui monte un peu partout à la campagne ; et ensuite, donner, sur le terrain, le coup d'envoi majoritaire pour les municipales.

Demain jeudi, nous assisterons certainement à un festival fantastique de démagogie chiraquienne !

Correspondant local

LOTO : HASARD ET NÉCESSITÉS FINANCIÈRES

Ce soir, aura lieu le premier tirage du «Loto», espèce de «Loterie Nationale» qui ne voudrait pas dire son nom. C'est d'ailleurs pour pallier le manque à gagner constaté du côté de la Loterie Nationale, qui perd de sa popularité, que le gouvernement a décidé de lancer le «Loto».

Le principe en est assez simple : il s'agit de cocher 16 des 98 numéros inscrits sur deux cartes minimum (soit une mise de 2F) et d'attendre ensuite que ces numéros «sortent» au tirage

pour espérer gagner 2 à 20 millions, exempts d'impôts. L'exemple est venu d'URSS, où le loto est considéré comme une source non négligeable de revenus pour l'Etat. Il n'y a pas de petits profits, surtout en période de chômage : il suffit de voir la publicité destinée à relancer la «Loterie Nationale», pour comprendre que la bourgeoisie brode sur le thème : «Jouez et vous gagnerez peut-être l'argent qui vous est nécessaire en ce moment». Un moyen comme un autre d'exploiter les travailleurs.

«LA CHASSE AUX ÉTIQUETTES»

C'est aujourd'hui l'ouverture de la chasse aux étiquettes, pour un millier d'inspecteurs du Service des Fraudes et du Contrôle de la Qualité.

Ces inspecteurs seront chargés de vérifier que les commerçants et grandes surfaces apposent bien, sur chaque produit, les sept étiquettes réglementaires, nécessaires à l'information du consommateur. Les délits les plus souvent sanctionnés sont les pratiques visant à camoufler les dates limites de consommation, mais aussi l'absence de la

liste des colorants et additifs pour les sirops, plats préparés et pâtisseries industrielles. Enfin, les indications fallacieuses auraient tendance à se multiplier, du type «rillettes d'oie», alors qu'il s'agit de porc à la graisse d'oie.

Toutefois, on ne peut que demeurer réservé sur les suites des inspections du service de répression des fraudes, quand on sait qu'elles ne dureront que trois jours, et qu'il s'agit de vérifier dans la pratique l'application d'un décret datant du 12 octobre 1972.

● HYÈRES :

Sept appelés du 40^e régiment d'artillerie sont depuis quinze jours aux arrêts de rigueur, pour avoir publié dans le journal «La Marseillaise» un commentaire de l'opération publicitaire «portes ouvertes» lancée par l'état-major du régiment,

le 25 avril dernier. Les appelés dénonçaient «les crédits insuffisants pour le casernement : ordinaire, habillement, chauffage, infirmerie» et soulignaient «la pauvreté des moyens mis à la disposition de l'instruction des appelés».

D'autre part, devant le Sénat, Lecanuet, hier matin, a cru bon d'affirmer que le déplacement du juge Ceccaldi ne «nuirait en rien à l'instruction du dossier des Pétroliers».

● CGT, CFDT, SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE : DES PROJETS DE LOI POUR AGGRAVER LA RÉPRESSION

La CGT, CFDT, FEN et le Syndicat de la Magistrature ont dénoncé les projets de loi du gouvernement sur la «sécurité», qui visent à aggraver «un système répressif déjà important». Concernant le projet permettant à tout policier de fouiller - même en civil - tout véhicule à tous moments, les organisations syndicales dénoncent «cette légalisation de la fouille qui pourrait donner un moyen de pression, d'intimidation et de contrôle à caractère politique, ouvrir ainsi la voie à toutes les provocations, notamment à l'occasion des réunions et manifestations syndicales et politiques».

● AGRET

Le Premier Président de la Cour d'Appel de Paris a reçu hier la commission rogatoire pour procéder à toutes les vérifications nécessaires à la décision de réinstruction ou non de procès d'Agret condamné à 15 ans de réclusion criminelle, qui clame son innocence.

● ALBERT TESSEYRE RESTERA EN PRISON

La chambre d'accusation de Montpellier a confirmé hier le refus du juge d'instruction de Narbonne de mise en liberté provisoire d'Albert Tesseyre, le viticulteur inculpé le 1^{er} avril dernier pour participation aux manifestations de Montredon. La police l'avait prétendument reconnu de dos sur une photo de presse !

● MEDECINS CONTRE L'ORDRE

Le procès des 12 médecins qui refusaient de payer leurs cotisations à l'Ordre des Médecins s'est achevé hier à Toulouse. Verdict : les médecins devront payer leurs cotisations. Toutefois, le même tribunal a débouté l'Ordre des Médecins qui réclamait des dommages et intérêts, qui lui ont été refusés.

● LE PARTI RADICAL AU MUSÉE

Le parti radical va fêter son 75^e anniversaire, il organise à cette occasion un banquet dans la plus pure tradition «radesoque». A cette occasion, sera inauguré un musée du radicalisme ; le plus vieux parti politique français peut se vanter d'avoir un riche passé de répression anti-populaire. Il serait toutefois étonnant que ses hauts faits de répression soient rappelés dans son musée.

LUTTES OUVRIERES

**Bourgogne-Electronique
(Dijon)**

PREMIERE VICTOIRE

suite de la p. 1

La réintégration des délégués a été une nouvelle étape de mobilisation. Aujourd'hui, les travailleurs savent que leurs délégués sont revenus et que face à la direction, ils seront plus forts. La nouvelle qui circulait hier dans les couloirs de B.E. a provoqué l'enthousiasme des travailleurs... pendant que «d'autres» ne rigolaient pas.

On prépare pour jeudi le pique-nique devant l'usine, car les travailleurs savent que 15 sont encore dehors et, que pour les 3 réintégrés, tout n'est pas joué et qu'il faudra encore faire fléchir Dura-

four. Ce pique-nique est d'abord un moyen de discuter ensemble, de se rencontrer pour échanger des informations et débattre de ce qu'on peut faire.

La direction essaye de poursuivre sa politique de répression anti-syndicale en remettant en cause les droits acquis. Elle a annoncé ce matin qu'elle supprimait les mandats des délégués syndicaux suppléants alors que depuis plusieurs années cela existait. Nous ne laisserons pas passer de telles atteintes à nos droits !

LE PS INVITE LES 23 LICENCIÉS DE B.E. À SON CONGRÈS... POUR UNE SOIRÉE DANSANTE

Samedi soir, les 23 licenciés de B.E. étaient invités au congrès du PS. D'après l'invitation, c'était pour discuter des moyens d'action à mettre en œuvre pour soutenir les 23 ! Plusieurs licenciés se sont donc rendus à cette invitation avec, entre autre, l'idée de demander des comptes au PS sur son attitude pendant la grève et par rapport à la répression. Ils n'ont pas été déçus du voyage ! Ils sont en effet arrivés au cours d'une soirée dansante avec groupe folklorique, jazz... et dans ces conditions ils n'ont pu discuter des problèmes de B.E.. C'est donc renforcés dans leur appréciation sur le PS que les licenciés sont rentrés chez eux. Une lettre a été envoyée à Mitterrand pour lui expliquer qu'il ne fallait plus compter sur la participation des 23 à ce genre de soirée !

MONIN-ORDURES (LYON)

QUAND L'ARMÉE «REND SERVICE» AU PATRONAT...

La direction refusant de céder sur les revendications des chargeurs, à savoir le maintien des camions sur leur tournée habituelle, ceux-ci continuent leur grève. Lundi, le secteur «travaux publics» a débrayé deux heures, en solidarité avec leurs camarades.

QUAND L'ARMÉE BRISE LA GRÈVE...

Dans le cadre des opérations «services rendus aux civils (!)» une compagnie de la Valbonne stationne à Satonnay, pour ramasser les ordures qui s'amoncellent depuis le début de la grève des chargeurs de Monin. Pour faire passer la pilule, les gradés ont fait miroiter le fait que les appelés toucheraient au moins 150 F par jour, qu'ils se feraient payer des coups à boire par les civils. De toutes façons, c'était

soit ramasser les ordures, soit monter la garde à la Valbonne.

LA RÉPRESSION CONTRE LES APPELÉS

Certains appelés ont refusé de briser la grève, alors que la répression s'est abattue sur eux. Deux gars ont eu 60 jours d'arrêts pour «refus d'obéissance» et «tentative de démoralisation de l'armée».

«Si ça avait été organisé, moi je n'y serais pas allé. J'étais partant pour 10 jours d'arrêt mais pas 60», dit un appelé qui charge les poubelles dans un quartier de Lyon. Ce point de vue est largement partagé. La résistance des gars est importante. Dans ce quartier, le quart de la tournée habituelle s'est fait en deux jours. Monin ne doit pas se réjouir : on ne compte plus les camions qui tombent en panne. Lundi, un camion a même eu un accident. La plupart des appelés sont favorables à la grève. Certains proposaient même de verser l'argent des pourboires aux grévistes de Monin.

Corr. Lyon

SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES D'AQUITAINE

NON A LA LIQUIDATION

Interview d'un délégué CFDT de la SNPA (Lacq)

suite de la p. 1

— QdP : La production est-elle bloquée ?

— La production est actuellement à zéro mais les quarts, c'est-à-dire les gens qui travaillent en poste, rentrent pour assurer le minimum de surveillance des installations. Mais ça, c'est la direction qui l'organise. C'est-à-dire que ce ne sont pas les grévistes qui ont le contrôle du gars qui travaille. La seule chose que les grévistes ont réussi à imposer, c'est de pouvoir rentrer tous, et non pas les gens que la direction avait désignés comme étant uniquement nécessaires au maintien de la sécurité.

— QdP : Donc les travailleurs sont dans l'usine ?

— Non, il faut voir que les

travailleurs postés représentent à peu près 750 personnes, donc en fait, il n'y a que cent cinquante travailleurs dans l'usine. Les autres sont ceux qui travaillent en journée normale et, eux, sont en grève et restent sur le parking. Ils y restent toute la journée... Lundi, on a fait une grande manifestation en ville qui a regroupé 2 000 personnes.

Puis il faut signaler quand même que la direction a fermé l'usine. Ce n'est pas prononcé mais de fait, c'est le lock-out ! D'autre part, mardi matin, la situation n'était pas très claire, et l'attitude de la direction a été d'ouvrir les portes pendant que se tenait l'AG devant l'usine (la décision de l'AG étant en poursuite de la grève), à ce moment là des piquets de grève se sont

formés, le directeur a tenté de parler au micro et d'interférer sur l'AG mais ça a été couvert par les cris des grévistes...

— QdP : Quelles sont les répercussions sur les autres usines du complexe ?

— Du fait de l'arrêt total de gaz, les usines du complexe sont bloquées, certaines d'entre elles étaient déjà en lutte, en particulier Shell Chimie, puisque l'usine devait disparaître. Eux sont en occupation. Cela concerne aussi d'autres usines en grève, comme Péchiney, mais elle participe à la grève nationale Péchiney.

— QdP : Quelles sont les réactions de la population par rapport à cette paralysie ? Est-elle sans gaz en ce moment ?

— Non, il y a des réserves de gaz dans le sous-sol qui servent à alimenter la population (gaz aménagé). Du point de vue de la population, on avait une mauvaise presse, elle nous considérait comme une «aristocratie ouvrière». Mais là, du fait que la grève, qui était organisée par les travailleurs, ne demandait que la mise en production minimum des services et que la direction a pris la décision, elle, d'arrêter complètement l'usine. A ce moment-là, l'opinion s'est retournée contre la direction ! D'autre part, ça a été ressenti comme ignoble de menacer ainsi toute la région, d'avoir pompé tout le gaz et de partir avec tout l'argent dès qu'il y a des problèmes. Dans l'immediat, la direction a joué au quitte ou double, pensant pouvoir impressionner les grévistes en arrêtant tout ! C'est la première fois que ça se produit depuis 1953 que l'usine existe. D'autre part, il y a des menaces de sanction et même de licenciement pour cent cinquante gars qui seraient rentrés dans l'usine alors qu'ils n'en avaient pas le droit (alors qu'en fait, ils venaient prendre leur relève)...

Il y a eu quelques provocations des cadres aux portes mais ça n'a pas été très loin.

Il y a une usine actuellement en chômage technique du fait de l'arrêt complet où les gars ne touchent que le minimum (à peine 4 F par jour).

A travers le coup de force de la direction plusieurs choses sont visées. La SNPA reste le seul point fort où les gars sont capables de s'opposer à la restructuration. Il y a la volonté de la direction de briser ça.

Il y a la volonté, comme partout dans les services semi-publics, de limiter le droit de grève, on l'a très bien senti puisque la direction a préparé un projet de protocole allant dans ce sens. Mais on n'a pas l'intention de céder.

QUESTIONS SYNDICALES

A PROPOS DE L'UNITÉ D'ACTION CGT-CFDT

Le réalisme de Monsieur Krasucki !

Alors que dans la CFDT se discutent les conditions et composantes de ce que la direction confédérale actuelle appelle «l'union des forces populaires», les révisionnistes qui dirigent la CGT ont cru bon d'intervenir dans la «Vie Ouvrière» où Krasucki apporte un salut douteux au 37^e Congrès CFDT.

Faisant le point des relations CGT-CFDT, l'article de la V.O. en présente un tableau satisfaisant : «l'unité d'action revendicative... s'est renforcée, par un cheminement qui n'a pas été facile», mais elle est devenue «une grande acquisition des travailleurs» !

UN PEU DE MÉMOIRE !

Un peu de mémoire serait nécessaire pour resituer les choses : les journées d'action Chimie en ordre dispersés ? Le 1^{er} Mai et la journée du 13, avec leurs cortèges séparés ? Les attaques de l'Union Régionale Parisienne CFDT contre la CGT des Centres FPA ? La mobilisation en franc-tireur de la CGT des Spectacles ? Et surtout... «l'affaire des soldats» que d'aucun dans la CFDT comme dans la CGT voudraient déjà faire oublier, au seul profit de leur Programme Commun ?

Tout de même, Monsieur Krasucki, n'est-ce pas vous qui, dans la «Vie Ouvrière» (éditorial du 17/12/75) appelez la direction confédérale CFDT à faire le ménage chez elle en demandant «une démarcation claire et catégorique avec les positions et menées gauchistes» ?

QUELQUES INQUIÉTUDES...

o Les gens du P«C»F dans la CGT ont été du reste des précurseurs en la matière ; sanctionnant, excluant de leurs fonctions ou du syndicat les éléments révolutionnaires ou simplement opposés sur tel ou tel aspect à la main mise révisionniste sur la CGT, depuis des années... Aujourd'hui, où la contestation de la ligne du Programme Commun croît dans la CGT, où la campagne des 3 millions d'adhérents bat de l'aile (au point qu'un récent congrès d'Union Locale de Seine St Denis vient de décider de considérer qu'il suffirait de 7 timbres annuellement par carte au lieu de 10 sur les 12 possibles comme auparavant, pour être considéré comme adhérent), les responsables révisionnistes de la confédération s'inquiètent : la

présence des réformistes du PS à la tête de la CFDT, bien qu'elle soit un gage de «sécurité» pour eux face aux syndicalistes révolutionnaires, aux militants combattifs... n'enchantent guère !

o Dans son article, Krasucki prend soin de rappeler que la CFDT reste «profondément marquée par des conceptions et des illusions réformistes», que «sa démarche est bien souvent hésitante et fluctuante». Cela ne lui suffit guère de savoir que, répondant à ses vœux de décembre 75, la direction réformiste actuelle de la CFDT relance ses atteintes à la démocratie syndicale à Sarcelles, à Beauvais, à la Saviem de Caen et surtout à la SACM de Mulhouse... contre les révolutionnaires dans le syndicat.

QUELLE UNITÉ ?

Quelle tournure prendra la CFDT d'après le congrès ? Le P«C»F la voudrait franchement ligotée par le Programme Commun, pratiquant «une action responsable et efficace», selon l'optique révisionniste... Il compte pour cela sur une partie des gens du CERES, certains inconditionnels du Programme Commun, grâce auxquels Krasucki estime pouvoir voir «progresser les choses avec réalisme» en matière d'unité !

Mais l'unité que recherchent les travailleurs, et que les responsables syndicaux de l'Union de la Gauche bafouent par leur esprit de boutique invétéré, ne se construira pas ainsi !

C'est au contraire-en portant à la fois un sérieux coup d'arrêt aux menées social-démocrates dans la CFDT et à la main mise révisionniste sur la CGT que les militants des 2 centrales, pratiquant l'unité d'action sur des bases conséquentes contre la crise, pour une issue révolutionnaire, qu'avancera la seule perspective qui vaille, l'unification réellement conforme aux intérêts des travailleurs : à terme un syndicat unique de lutte de classe !

Stéphane RAYNAL

• SAINT-GOBAIN A RANTIGNY (Oise) :

Réunis en assemblée générale, les grévistes ont décidé de continuer la lutte pour 150 F pour tous. Les usines St-Gobain d'Orange (Vaucluse) et de Thaurrot (Oise) sont également en grève.

• 10 000 CHEMINOTS SANCTIONNÉS APRÈS LA GRÈVE DU 13 MAI

Les sanctions continuent à pleuvoir sur les cheminots ; en tout certains ont maintenant jusqu'à 1 000 F d'amputation de salaire depuis la grève de mars !

Par ailleurs, au dépôt SNCF de St-Denis, la direction, non contente de sanctionner a fait installer des micros pour espionner les réunions syndicales où s'organise la riposte !

• HOSPICES DE LYON

Le personnel des hospices de Lyon pratique actuellement (malgré l'opposition de la CGT) une grève administrative dans les principaux hôpitaux de la ville pour des revendications de salaires.

LUTTES OUVRIÈRES

Les nouvelles mesures Métails

UNE ADAPTATION ACCRUE DES ANPE AUX BESOINS CAPITALISTES

Métails, directeur de l'Agence Nationale Pour l'Emploi, vient d'annoncer que l'ANPE a décidé de prendre un certain nombre de mesures : suppression expérimentale du pointage, augmentation et décentralisation des agences, augmentation du personnel des agences. Que signifie ces mesures ? Nous avons interrogé à ce sujet, un des responsables nationaux de l'ANPE, de la CGT.

Quotidien du Peuple : Le gouvernement envisage de prendre un certain nombre de mesures concernant le fonctionnement de l'Agence Nationale Pour l'Emploi. En premier lieu, les chômeurs ne seraient plus obligés de pointer. Cela se ferait par correspondance. Que pensez-vous de cette mesure ?

Réponse : C'est une vieille idée qui trotte depuis déjà pas mal de temps dans la tête des pontes du service de main-d'œuvre. Au niveau dirigeant, on veut essayer d'aligner les services de l'emploi français sur les services allemands qui dans ce domaine là sont en pointe paraît-il. En Allemagne, c'est le pointage automatique qui se trouve un peu partout : il y en a dans les gares, dans les grands centres commerciaux, etc... Quand les chômeurs se font inscrire on leur donne des carnets à souche et ils font tamponner ça régulièrement n'importe où ils se trouvent. Effectivement, on est moins en avance pour les machines automatiques, mais on aurait des carnets à souche, et les gars les enverraient sous enveloppe, une fois par mois, aux différentes agences pour dire qu'ils sont toujours sans emploi.

QdP : Cette mesure ne vise-t-elle pas à supprimer un certain nombre de chômeurs des listes actuelles, une telle mesure favorisant l'oubli, et d'autre part, de renforcer leur isolement ?

R. : Si, bien sûr. Le pointage par la présence physique des gars permettrait déjà de supprimer un certain nombre de chômeurs, car certains oublieraient déjà de pointer de temps en temps, et se retrouvaient coincés car les mesures concernant les absences au pointage ont été de plus en plus draconiennes. Là, c'est pareil. Si après 48 heures au-delà de la date fixée pour la réception du bon de contrôle, les agences n'ont toujours rien, et qu'elles radient les gens, ça risque de faire pas mal d'élimination. Toutes les mesures concernant le contrôle des demandes d'emploi, ça a toujours visé au maximum (sans que cela soit officiellement prévu comme ça), à l'auto-élimination des gens, soit par manque d'information, soit par allourdissement des contraintes administratives !

Enfin, les chômeurs quand ils viennent dans les agences, ils se voient, ils discutent entre eux. Comme ça, il y aura



encore moins de possibilité.

QdP : Il est prévu dans le 7^e plan que ce seront les agences pour l'emploi qui prendront en charge directement le travail temporaire. Est-ce que cela ne vise pas à adapter la main-d'œuvre d'une manière plus efficace aux besoins capitalistes de la période ?

R. : Oui, c'est le contexte économique actuel qui a fait prendre cette mesure. La prise en charge par l'Agence de manière plus sérieuse du travail temporaire, cela tient en fait aux restructurations économiques en cours et à venir. Il faudra au patronat, de plus en plus de travailleurs qui seront employés pour la durée d'un chantier ou d'une commande. L'Agence va s'adapter aux besoins des entreprises.

QdP : Le 7^e plan prévoit d'autre part que d'ici 1980, il y ait une agence locale de l'emploi pour 23000 chômeurs au lieu de 32000 chômeurs. Est-ce que cela ne veut pas dire explicitement que le gouvernement prévoit de maintenir un volant de chômage important dans les années à venir ? Qu'en pensez-vous ?

R. : Cela correspond effectivement au maintien en gros du taux de chômage actuel. On nous annonce la relance à grands cris et puis en pratique, elle ne vient pas. Elle vient au niveau des commandes mais pas au niveau de l'embauche. Par exemple, dans l'automobile, c'est plus rentable : il y a moins d'absentéisme, pas de problèmes

sociaux, etc... Michelin qui est un trust de 28000 salariés n'a pas repris les embauches. Seuls quelques départs en retraite ont été remplacés ; mais c'est du bouche trou, pas la reprise ! Et puis, augmenter le nombre des chômeurs vise uniquement à mieux gérer le chômage.

QdP : Il est prévu de décentraliser les agences. A

tites unités sur des secteurs industriels.

Par exemple, sur une grosse agence où on est une quarantaine, ils ont dans l'idée de faire 3 ou 4 petites unités. Il y aurait une sous-unité dans chacune des zones industrielles, une agence «cadre», une qui resterait dans le centre. Donc, il va y avoir des implantations en

quoi cela correspond-il ?

R. : En principe, les grosses unités sur les grandes villes vont éclater pour aller se mettre plus près des patrons. Ils vont aller s'installer dans les zones industrielles, dans les grands centres de population, de manière à être plus disponibles pour les employeurs. La deuxième mesure c'est la création de plusieurs pe-

fonction des besoins industriels. Il est même envisagé des agences provisoires qui se feraient déjà plus ou moins, en fonction de tel gros chantier, comme par exemple Fos. Ce type d'opération va se multiplier. On voit bien comment s'oriente l'économie dans les années à venir et l'Agence suit !

Recueilli par R.FEUILLET

LÉON GROSSE (LYON)

Une grève pour le respect de l'ouvrier et de ses droits

Depuis le 11 mai, les quarante ouvriers du chantier de la rue de Lauterbourg à Tassin la Demi Lune, de l'entreprise Léon Grosse (Bron) sont en grève. Ils demandent : «le paiement des heures supplémentaires» car depuis l'ouverture du chantier, en décembre 75, pour une journée de 14 à 15 h, ils ne sont payés que 9 h !

«Le respect des ouvriers par le chef de chantier» : 36 ouvriers sur 40 logent sur le chantier ; pour eux c'est le ghetto ! Outre les brimades quotidiennes, on les force à

rester sur place, au point de les réprimander s'ils demandent à quitter le chantier... après le boulot !

«L'autorisation de deux mois d'absence par an pour retourner au pays», les six semaines accordées actuellement sont trop courtes pour les immigrés en majorité sur le chantier (1 Français sur 40 grévistes !)

«Prime de panier (actuellement de 13 F) portée à 20 F pour tous et 1 F de l'heure d'augmentation pour tous», car le salaire actuel d'un OS2 est de 8,50 F de l'heure et de 9 F pour un OS3 !

● MANIFESTATION DES RETRAITÉS :

Hier, à l'appel de la CGT, dans 17 grandes villes régionales, mais aussi à Paris, où ils étaient de 3 à 4000 à protester contre les conditions de vie qui leur sont faites. Ils ont

dénoncé les expulsions et saisies dont ils sont particulièrement victimes en cette période de crise, et rappelé que sur sept millions de retraités, plus de deux millions vivent aujourd'hui avec à peine 22F par jour.

LES PAPETERIES À NOUVEAU EN LUTTE

A Troyes

A Troyes, les 280 travailleurs et travailleuses des papeteries Bollorée sont aujourd'hui tous en grève. Ce sont les ouvriers qui travaillent en 4x8 qui ont débuté lundi à midi. Pour l'essentiel, ils réclament une augmentation de 10 % sur la base du salaire horaire de base. Lundi après-midi, c'est toute l'usine, c'est-à-dire les ouvriers qui travaillent en journée, ceux de l'emballage et de l'expédition qui débrayaient en signe de solidarité pour leurs camarades.

Hier matin, une assemblée générale de tout le personnel était convoquée. C'est là qu'a été prise la décision de passer à un niveau supérieur, d'aller plus loin. Les travailleurs de la journée ont décidé eux-aussi de se mettre en grève totale pour la revendication de 5 %. 2 jours après le début de l'action, il est déjà envisagé d'étendre la grève encore plus largement.

«Nous sommes en train d'essayer de porter le mouvement sur l'ensemble du groupe».

A Roanne

La direction des Papeteries Navarre : «Je ne cède pas, c'est une question de principes !»

A Roanne, c'est aux Papeteries Navarre, que les travailleurs ont eux aussi décidé d'arrêter le travail. L'entreprise Navarre a été absorbée par le groupe Chapelle Darblay et par une firme hollandaise (qui a par ailleurs 40 % des actions dans une firme d'agendas à Romainville). Cela se traduit pour les ouvriers par la perte des avantages acquis, notamment, à propos de la prime annuelle, dont justement les travailleurs réclament l'augmentation.

Jusqu'ici, les 174 heures de prime étaient basées sur le salaire d'un P2 et payées en deux fois, à Noël et en juillet. Mais aujourd'hui, une partie

est basée (celle versée en juillet) sur le salaire réel, toutes primes comprises, de chacun des travailleurs. Cela aboutit à une perte.

De plus, la direction envisage de payer cette prime en fonction de l'absentéisme. Même une permission autorisée serait comptée comme absentéisme !

La lutte a commencé le 30 avril. Les ouvriers travaillent une heure, s'arrêtent une heure, et ainsi de suite désorganisant complètement la production. Hier, c'est pendant 7 heures que le travail a été arrêté. Cette extension de l'action correspondant, nous dira un délégué CGT au refus des négociations de la part de la direction.

Au dernier comité d'entreprise, la direction a fait savoir que 4 heures de grève par jour lui faisait perdre 6 500 000 anciens francs par jour. Les délégués CGT lui diront alors : «Mais alors, ce n'est pas une affaire d'argent». La direction répondra : «Non, c'est une question de principe». En clair, il s'agit de faire échec aux travailleurs, les persuader qu'ils doivent renoncer à leur lutte et d'empêcher toute grève à l'avenir, de décourager.

Face à cela, les travailleurs sont à l'offensive et prennent un certain nombre d'initiatives visant à rallier à la lutte les camarades qui travaillent encore. Ainsi, ils défilent dans les ateliers en manifestant, en discutant avec leurs camarades.

Avant-hier, les travailleurs envahissaient les locaux de la direction, lui sommant de s'expliquer en assemblée générale. Hier, en AG, la direction sera obligée de venir. Ce sera pour dire «qu'elle n'irait pas plus loin». Les travailleurs sont bien décidés à la pousser dans cette voie !

Pour mener la grève, les ouvriers ont créé au début de la grève une section CFDT. Lors d'une première rencontre avec la direction, des promesses avaient été faites sur le rappel d'heures supplémentaires, les classifications et les conditions de travail. Mais à ce jour, rien ne vient ! Une nouvelle entrevue hier ayant échoué, les ouvriers sont déterminés à poursuivre la lutte pour l'ensemble de leurs revendications.

POLITIQUE

Aujourd'hui déclaration d'Edmond Simeoni devant la Cour de Sûreté de l'Etat

suite de la p. 1

Le début de la séance de l'après midi est consacré à la citation des accusés et à la lecture de leur biographie. L'examen médico-psychologique de Simeoni précise : «Passionné, qui en essayant de se surmonter peut donner l'exemple». Edmond Simeoni tient à préciser qu'il a subi cet examen psychiatrique après trois mois et demi de détention, alors qu'il avait maigri de 11 kilos.

vous trainer en Corse pour une reconstitution, devant vos amis, les menottes aux poignets !». Maître Filippi : «Puisque vous avez le souci de la dignité, vous n'avez qu'un geste à faire pour qu'Edmond redevienne un homme libre. Vous n'avez qu'à le faire !» Il précise sa demande de reconstitution : «Cela ne demande pas trois divisions de CRS, autant de

gardes mobiles, huit Pumas, 4 hélicoptères et un croiseur léger patrouillant au large !» faisant allusion à Aleria.

La journée s'achève sur l'acceptation par le président de la demande de Simeoni de faire une déclaration préalable. La séance est levée, elle reprendra aujourd'hui à 14 heures sur cette déclaration.

Le débat qui suit porte sur la demande de la défense d'organiser une reconstitution des faits ainsi qu'une expertise balistique qui, curieusement n'a jamais été ordonnée. La Cour reconnaît à cet instant, pour la première fois que des coups de feu sont partis des vignes. Le président s'adresse à Edmond Simeoni : «Reconstituer l'Aléria serait inévitablement faire revivre l'Aléria avec les passions qui ne se sont pas éteintes. Si vous aviez cette responsabilité à prendre, pouvez-vous me garantir que l'ordre ne sera pas troublé ?»

Edmond Simeoni : «Je ne peux pas vous dire qu'il ne se passerait rien. Les Corses pourraient peut-être y souscrire sans incident, mais on ne peut pas exclure les provocateurs. Je ne prendrai pas cette responsabilité». Cynique, Dowling Carter, l'avocat général lance à Simeoni : «J'avais cru comprendre que vous vouliez rentrer en homme libre en Corse, et non les menottes aux poings. Ce serait une injure à la dignité que de

Deux jours déjà se sont écoulés dans le procès d'Edmond Simeoni devant la Cour de Sûreté de l'Etat, juridiction militaire d'exception. Tout le monde attendait un procès extrêmement tendu, dans le contexte d'une situation corse elle-même très tendue. Ce n'est pour l'instant pas le cas. Les échanges et les débats sont restés relativement calmes et ne sont pas, pour l'essentiel, sortis de l'habituel cadre judiciaire.

L'Etat semble faire, le maximum pour dépassionner le débat, pour tenter de nous habituer à ce genre de procédure : flics discrets autour du palais, éloges personnels à l'adresse d'Edmond Simeoni et de ses camarades, formules respectueuses et apparemment conciliatrices en direction du bâtonnier Filippi.

La défense de son côté semble avoir choisi une démarche qui par moment ne va pas sans gêner : «Pourquoi mon client est-il traduit en Cour de Sûreté de l'Etat, alors que les viticulteurs de Montredon qui s'en sont pris aux forces de l'ordre, qui ont arraché des rails de chemins de fer, pris d'assaut des bâtiments publics, ce qui s'est soldé par la mort d'un policier, n'ont pas été traduits devant la Cour de Sûreté de l'Etat ?», a été jusqu'à déclarer (en substance) Maître Filippi.

«Nous espérons que vous saurez créer un climat d'apaisement», concluait-il le soir de la première journée à l'adresse des autorités. «J'ai lancé un appel au calme, avant l'ouverture du procès», complète Edmond Simeoni. Visiblement, le gouvernement, ayant rejeté à son habitude la remise en cause de la juridiction d'exception, espère tirer profit de ce mode de défense, pour masquer ses responsabilités principales, non seulement dans l'affaire d'Aléria, mais aussi dans la situation fait aujourd'hui à la population corse. Celle-ci pourtant attend autre chose de son procès !

ÎLE MORTE : UNE JOURNÉE BIEN SUIVIE

De notre envoyé spécial Eric BRÉHAT

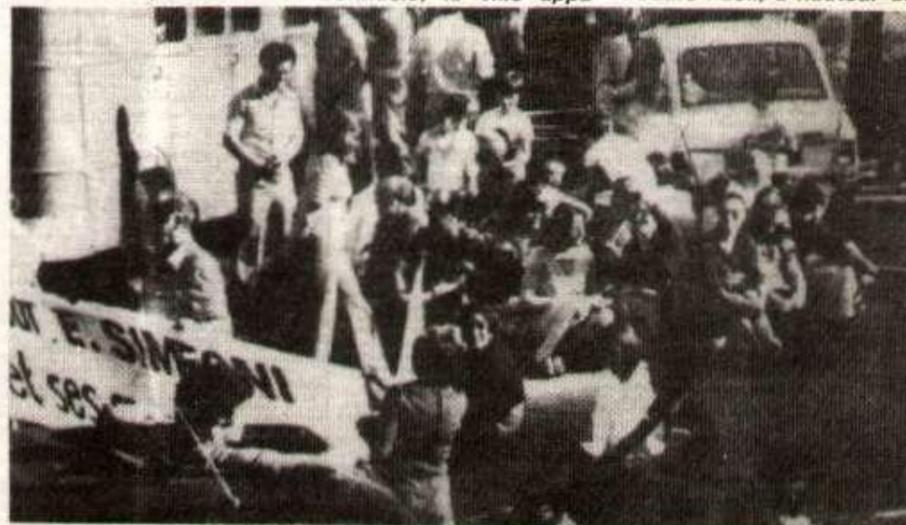
La journée «île morte» a été remarquablement suivie dans tout le pays. A Ajaccio, les trois quarts des employés de l'EDF, de la Sécurité Sociale, de l'Équipement étaient en grève. Des feux ont été allumés à Proccapina, au Gia-

comoni, sur les Monts, à Sadène.

A Propriano, dès dimanche soir, un grand feu fut allumé sur la jetée. Tous les commerçants ont baissé leurs rideaux. L'Hôtel de Ville est resté fermé. A Bonifacio, la ville appa-

raissait complètement morte. A Porto Vecchio, très peu d'activité également, hormis quelques bars.

De 18 h 30 à 19 h, la route nationale 193 a été barrée à Corte, sur le Cours Paoli, à hauteur de



UN FAIT SIGNIFICATIF

Bastia, lundi 18 heures. Un des trois rassemblements prévus pour la journée du 17 doit se tenir dans quelques minutes devant le Palais de Justice. Une délégation du P.C.F., conduite par le secrétaire fédéral, arrive sur les lieux. Une banderole («liberté pour Simeoni») est déployée avec quelques drapeaux français parmi les drapeaux corses.

Les Bastiais restent sur les trottoirs. Ils regardent, ils commentent. Tout à coup, surgit un car de CRS, avec deux hommes à bord. Ce qui provoque immédiatement ce que les appels du P.C.F. n'arrivent pas à obtenir : tout le monde occupe le carrefour, bloque ainsi le car de CRS. Les dirigeants du P.C.F. parlementent, et permettent au car de repartir. Beaucoup remontent sur les trottoirs...

l'avenue Jean Nicoli. Tous les jours un barrage sera dressé à cet endroit jusqu'à la fin du procès.

A Calvi et l'île Rousse, les rues et les avenues étaient complètement désertes. A Calenzana, à Lumio, les guichets et les mairies n'ont pas ouvert. Les cours ont été suspendus dans toutes les écoles.

Pas un seul secteur n'a été épargné, bâtiments, exploitations agricoles y compris. Même les vols d'Air Inter ont été retardés d'une demi-heure. La Balagne a cessé toute activité. Beaucoup de Corses, l'oreille collée au transistor, écoutaient les premiers débats du procès Simeoni.

LUTTES OUVRIÈRES

STRASBOURG : GRÈVE À L'UNION DES COOPÉRATEURS D'ALSACE

Hier matin, la quasi totalité des ouvriers de l'entrepôt et de la fabrication des établissements COOP ainsi que les employés et les vendeuses des succursales se sont mis en grève à l'appel des syndicats CFDT, CGT et pour une fois n'est pas coutume, F.O. Hier soir à minuit, le poste de nuit qui prépare les fruits et légumes avait aussi arrêté le travail. Dès ce matin 6 h, des piquets de grève massifs et combatifs étaient à toutes les portes de l'usine.

Très rapidement, les piquets ont grossi et presque personne n'est allé travailler ; la combativité et la colère sont grandes car les salaires sont très bas, beaucoup ne touchent même pas 1500F par mois et les conditions de travail sont très dures. Cette masse ferme d'ouvriers aux portes de l'usine était la meilleure réplique à la direction et à la CGC qui dans son tract annonçait qu'elle ferait tout pour assurer la liberté du travail (sous-entendu la liberté de se faire exploiter). Les cadres qui pour une fois étaient là dès 6 h du matin, n'eurent guère d'ouvriers à protéger.

D'autres faits significatifs qui entrent dans le cadre de la politique de répression systématique pratiquée aujourd'hui : la présence de flics en civil dès la première heure de grève. Au cours du meeting qui suivit, la direction des syndicats déclara qu'elle demandait 1500F et 100F d'augmentation, 50F pour le mois de mai et 50F en octobre. Cette revendication suscita quelques sifflets et beaucoup d'ouvriers disaient que ce n'était pas la peine de se battre pour si peu.

Les directions syndicales tentèrent de se justifier en disant que la direction

intransigente avait refusé les 150F pour tous et tout de suite qu'ils avaient demandé la semaine dernière et que ce recul signifiait leur bonne volonté. Apparemment, cette bonne volonté n'est pas payante puisqu'au cours des négociations qui ont suivi le meeting, la direction n'a rien cédé sur les 100F réclamés en deux fois.

Au cours de la même intervention, il a été évoqué deux autres usines en grève où les travailleurs demandent 2000F minimum. Cette intervention suscita un tonnerre d'applaudissements. Les deux manifestations qui se sont déroulées au cours de la journée, ont montré la grande combativité des travailleurs qui se sont successivement rendus au siège de la COOP au bord du Rhin puis en ville car «le patron n'aimera pas la mauvaise publicité qu'on va lui faire».

Dès aujourd'hui, deux manières de lutter sont en présence : faire preuve de bonne volonté et demander très peu pour ne pas mettre la société en péril ou exiger 2000F minimum car cela correspond aux besoins des travailleurs pour vivre correctement. La combativité que nous avons vu ce matin montre que les ouvriers sauront se battre sur leurs véritables revendications.

Par ailleurs, deux autres usines sont en grève à Bischwiller, les fonderies de Bischwiller et les usines Schneider Sahr France où les ouvriers demandent 2000F minimum ainsi qu'une amélioration des conditions de travail et d'hygiène. Pour les travailleurs d'Alsace, la nécessité d'un mouvement d'ensemble se fait aussi de plus en plus sentir.

corresp. Strasbourg

● BASTIA-ALÉRIA : DEUX AFFAIRES EN UNE

Edmond Simeoni compte faire le lien entre les incidents de Bastia et d'Aléria. L'avocat Stefanacci serait appelé par Edmond Simeoni à témoigner prochainement.

POUR LA LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES : MANIFESTATION À LORIENT

Une manifestation s'est déroulée à Lorient pour exiger la libération de Romain Le Gal, Jean-Charles Denis et Pierre Loquet, ainsi que celle de tous les emprisonnés pour motif politique à l'appel de nombreux comités de soutien et sections syndicales. Romain Le Gal est maintenu en prison à Fresnes et accusé de «reconstitution de ligue dissoute» par la Cour de Sûreté de l'Etat.

Les manifestants ont exigé la suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat. Halte aux atteintes aux libertés démocratiques ! Libération immédiate pour Romain Le Gal, Albert Tesseyre, Simeoni et les autres prisonniers politiques ! A l'exemple des manifestants de Lorient, élargissons la riposte !

APRÈS «ISULA MORTA»

Bastia, 15 h : Le succès de la journée «Isula Morta», totale au sud aussi bien qu'au nord, malgré l'appel restrictif lancé par le comité des organisations démocratiques, n'a surpris personne. Et s'il est probable que certains commerçants ont fermé boutique plus par peur que par conviction, il est vrai que le thème de l'affiche d'appel à cette journée («procès des patriotes, procès de la Corse») reflète un sentiment général. Le déroulement du procès est suivi avec beaucoup d'attention, mais la formule employée par l'avocat général hier au sujet des forces de répression envoyées en Corse l'année dernière (il a parlé de «corps expéditionnaire») est abondamment commentée. Le climat reste pourtant tendu : le succès de la journée était acquis d'avance, et il n'a pas correspondu à un véritable pas en avant du mouvement. En un mot, «la balle est dans le camp du gouvernement français», comme on l'entend souvent dire. Le comité de soutien aux emprisonnés appelle pendant toute la durée du procès à une paralysie de l'île, chaque jour, pendant dix minutes.

INTERNATIONAL

USA : LA CRISE

70.000 ouvriers de l'industrie du pneumatique sont en grève aux Etats-Unis depuis cinq semaines. Ils se heurtent aux « quatre grands » du pneu, qui refusent des augmentations substantielles alors que leurs profits ont augmenté de près de 150% pour l'un, de plus de 90% pour un autre, etc... L'image d'une Amérique « riche », où domineraient dans la population les « classes moyennes » est brutalement déchirée par cette sorte d'événements. La grande récession des années 1974-1975 a remis en lumière l'existence de ces millions de travailleurs dont l'exploitation est, avec celle des pays du Tiers-Monde, à la base de la « prospérité » américaine.

Janvier 75 : en un jour, onze mille ouvriers sont licenciés aux Etats Unis. Les grands patrons de l'automobile, comme General Motors, responsable ce jour-là de 4000 chômeurs de plus, sont au premier rang de la politique de crise. Au total, Chrysler, à cette époque, a déjà mis 40000 ouvriers à la porte. En six mois, deux millions de travailleurs ont ainsi perdu leur emploi, d'avril à septembre 1974.

Aujourd'hui, c'est, dit-on, la reprise : la production industrielle, qui avait connu dans la même période, une baisse de 13%, commence à reprendre. Mais, en octobre 1975, elle était encore 23% en dessous du niveau record de 1972. Le nombre des chômeurs, qui avait crevé le plafond des 9%, jetant ainsi plus de huit millions de salariés sur le pavé, reste cependant élevé : en avril, il tournait encore autour de sept et demi pour cent. Le capitalisme américain a du mal à se remettre de la dernière crise, et les couches populaires continuent à en faire les frais. On a revu de ces scènes qu'on croyait depuis des années disparues : des centaines de milliers de familles prenant la route, à bord de vieux camions loués, dans l'espoir de trouver du travail, dans un hypothétique ailleurs. Une petite ville du Texas, Odessa s'est vue en quelques jours envahie par des milliers de gens : le bruit avait couru que, là, il y avait de l'embauche.

Une idéologie de catastrophe a déferlé sur tous

les Etats-Unis : on connaît, bien sûr, la série des



1^{er} mai à Boston : « Du travail ou des allocations ! » « Fin de la discrimination contre les minorités et les femmes ! »

card, ces biscuits secs, ces vitamines, cette viande congelée, de quoi nourrir une famille pendant un an et plus, au cas où...

Cependant, le niveau de vie général des couches populaires baisse : les statistiques d'achat de nourriture indiquent une diminution de la consommation de viande. Au contraire, les pâtes, aliments à bon marché, ont fait un bond en avant : entre 7 et 9%. C'est que, des années durant, avant le chômage,

Décidément, aux Etats-Unis, les conditions mûrissent pour un aiguisement des contradictions de classe. Et les origines en remontent plus loin qu'on ne le pense généralement. C'est dans les années 1966-67 que l'inflation a commencé à faire ses ravages. Alors, elle avait une source principale : l'augmentation, chaque année, de 20% du budget militaire. Alors, l'Amérique, au Vietnam, était en guerre.

Jean LERMET

MICHIGAN : FORD MENACÉ

Les élections partielles du Michigan risquent fort de décider définitivement de la carrière politique de Gerald Ford. Choisi, au moment de l'éviction de Nixon, pour succéder au président déchu, précisément en raison de son manque de relief, Ford pourrait bien ne jamais se présenter aux élections présidentielles. Parmi ses concurrents, qui n'étaient pas encore départagés au moment de la chute de Nixon, l'un d'eux a fait

surface : Reagan, ancien acteur de série B, qui déjà devance largement le président en exercice parmi les délégués qui choisiront le candidat du parti républicain.

Les thèmes essentiels de sa campagne : la critique de tout ce qui est hésitations dans la politique américaine, aussi bien vis-à-vis du Tiers Monde que de l'URSS. La cible : l'homme de cette politique, Kissin-

ger. D'ores et déjà, parmi les délégués de droit à la convention républicaine, qui n'ont pas besoin d'être élus, Reagan vient largement en tête dans l'Etat qui devrait être le fief de Ford. Pourtant, celui-ci n'aura ménagé aucun effort pour chasser sur les terres de son rival : ne laissait-il pas entendre, lors de sa campagne, qu'il était prêt à rencontrer les chefs des Etats racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud ?

films à grand spectacle, genre « la tour infernale » et « tremblement de terre ». Mais, sait-on que, en une seule année, les ventes de « rations de survie » ont multiplié par quatre. Des milliers d'Américains ont ainsi, dans leur pla-

c'est l'inflation qui a fait rage. Atteignant, officiellement, des taux de 12 et 13% par an, elle est venue ronger le pouvoir d'achat correspondant aux salaires : pour la seule année 1974, la baisse était de 5% !

Succès du meeting de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique

Ce sont 2 000 personnes très enthousiastes qui ont assisté lundi 17 mai au meeting de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Pierre Jalée dévoila les manœuvres des impérialistes américain et français au Sahara Occidental, dans le droit fil des marchandages cyniques de l'époque colonialiste. Dans une longue intervention, le représentant en Europe du Front Polisario insista sur la solidarité des peuples marocain, mauritanien et sahraoui, sur leur passé de lutte commune contre le colonialisme, sur la solidarité qui fait qu'aujourd'hui le peuple mauritanien soutient activement le combat du Front. Il affirma sa confiance dans le peuple marocain. Rappelant les crimes d'Hassan et de l'impé-

rialisme qui n'hésitent pas à employer les moyens les plus barbares dans leur entreprise de génocide, il s'écria très applaudi : « Qu'ils prennent garde les peuples sont encore capables de faire des Vietnam ! »

Un camarade de l'Association Espagnole du Peuple Sahraoui affirma l'engagement de tous les anti-fascistes espagnols au côté du Front Polisario.

Une représentante de l'Union des Femmes Sahraouies qui a participé au combat de La Guéra souligna le rôle des femmes dans la nouvelle société sahraouie. Combatrices sur le Front, organisatrices de la vie à l'arrière, à la tête des manifestations dans les zones occupées, elles détruisent avec le colonialisme le féodalisme sur lequel

Le dimanche matin à 5 h 30, la police a débarqué dans 15 appartements, surtout des « communautés de logement » et une maison occupée à 4 étages. Les flics sont venus à vingt par appartement, lourdement armés. Ils ont photographié les locataires et ont arrêté en tout 14 personnes, dont deux femmes, sans leur laisser le temps de s'habiller, sous l'inculpation de tentative d'assassinat et d'être dirigeants d'associations criminelles. Lors des interrogatoires, la police a proposé 50 000 DM à deux des quatorze, s'ils donnaient des indications.

La presse et la télévision ont repris entièrement la version de la police en faisant une grande campagne de diffamation. Après leur arrestation, la télévision a montré les photos des 14 en les présentant comme les responsables ayant tenté d'assassiner ce policier, et en demandant à la population des indications sur ces personnes.

Les camarades de Strecker essayent de contraindre les journaux et surtout la télévision à passer ses photos, celle de la voiture et des camarades avec qui il était, pour trouver des témoins qui ont pu voir la voiture, pour ainsi prouver l'innocence de Gérard.

Si la télévision refuse ils sont prêts à engager une grève de la faim devant la maison du « Hessischer Rundfunk », l'émetteur concerné.

Hier, une conférence de presse a été organisée avec les avocats pour expliquer ce qui s'est vraiment passé et pour prouver l'innocence de Gérard.

Le responsable de la commission d'enquête spéciale mise en place continue à accuser Strecker comme principal coupable et a déclaré que l'inculpation est maintenue.

Les camarades frappés sont connus par les occupations de maison et autres actions. La police a frappé aveuglément dans le mouvement gauchiste et essaie de faire un amalgame avec des groupes comme la RAF auquel appartenait Meinhof.

● CAMBODGE : IMPORTANTS TRAVAUX D'IRRIGATION : Depuis la libération, le peuple cambodgien a beaucoup accéléré la construction d'ouvrages hydrauliques en faveur de l'agriculture. Dans la province de Pursat, 10 000 habitants se sont mobilisés pour construire un canal de 63 kilomètres de long, qui permettra d'irriguer plus de 90 000 hectares de terres.

Dans la province de Kompong Vham, pour saluer le premier anni-

versaire de la libération, 20 000 personnes ont accéléré leurs travaux afin de terminer un ouvrage qui permet la mise en valeur de 11 500 hectares.

A Kompong Trabet, quinze canaux ont été creusés, et 164 digues, 68 kilomètres de canaux et 60 étangs nouveaux ont vu le jour dans le district de Prey Veng. Un seul district de la province de Takeo a réalisé 32 digues et 35 kilomètres de petits canaux.

● TIERS-MONDE : A la conférence de Nairobi sur le Commerce et le Développement, le secrétaire général de l'organisation de l'union des syndicats africains a déclaré que les Etats africains indépendants devaient, désormais, contrôler leurs ressources naturelles. Il a ajouté : qu'ils « doivent aussi mettre l'accent sur la nécessité d'avoir des industries dans leurs pays respectifs pour transformer les matières premières au lieu de les exporter à vil prix vers l'Europe ».

INTERNATIONAL

Liban

OFFENSIVE PATRIOTIQUE DANS LA MONTAGNE

FARAYA TOMBE suite de la p. 1

A Beyrouth, l'aéroport a été bombardé encore hier par les forces réactionnaires. Depuis le massacre commis par ces forces dimanche passé, les combats à Beyrouth se sont intensifiés. Il ne s'agit plus pour les forces réactionnaires de batailles de rues mais surtout des bombardements systématiques de la région ouest de Beyrouth, contrôlé par les forces patriotes.

L'attitude des forces phalangistes et de leurs alliés est liée au durcissement de Frangé, l'ancien président, qui vient de déclarer à Sarkis, le nouvel élu, qu'il ne va pas démissionner car celui-ci n'aurait pas les moyens de remettre de l'ordre dans le pays !

Dans la journée, le premier ministre libyen, Jalloud, a rencontré les différentes formations du front des forces patriotes en vue de résoudre le conflit actuel entre la Syrie et ces forces patriotes. Il était auparavant passé par la Syrie pour discuter avec le président syrien. Au Liban, les forces patriotes lui ont exprimé leur volonté d'empêcher toute ingérence dans les affaires du Liban.

AU SUD, LA VIE REPREND

Dans le Sud, il n'y a pas de combats entre Libanais. Les phalanges et leurs alliés n'y ont aucune influence. D'ailleurs, la région ne les intéresse pas : elle est pauvre, peu équipée et les sionistes y font des incursions presque tous les jours. Au sud, la population, formée de chrétiens et de musulmans, soutient la Révolution Palestinienne, car elle seule peut la défendre contre les «Israéliens».

Dans les villages du sud, d'autres problèmes se posent, liés à la guerre. La majorité des ouvriers originaires de ces villages, qui travaillaient à Beyrouth et qui y vivaient dans les quar-

tiers de Chiah, de Maslakh et de la Quarantaine sont retournés chez eux. Ils n'ont plus de travail et ce n'est pas la culture du tabac qui risque de les nourrir. La culture de l'an dernier n'est pas encore vendue. Le tabac asséché pend toujours devant les maisons.

Les nouveaux arrivants sont pris en charge par le village lui-même. «Il faut s'entraider», disent ceux qui ont toujours vécu au sud. Déjà, dans les villages, les gens commencent à s'organiser. Des comités populaires se forment, avec difficulté, sans de véritable coordination encore. Le grand changement est appa-

ru avec l'Armée du Liban Arabe. Depuis qu'elle contrôle le sud, les gens du sud se sentent fiers.

L'Armée du Liban Arabe repousse les incursions sionistes, aide la population à s'organiser. Elle a déclenché un mouvement important chez les paysans : peu à peu, ils s'éloignent des chefs traditionnels de la région pour se regrouper entre eux.

L'Armée du Liban Arabe a promis aux paysans qu'elle va s'occuper du tabac. La vente va être assurée à la Libye. Pour les paysans, c'est de nouveau l'espoir.



L'offensive patriotique

PALESTINE

GRÈVE GÉNÉRALE EN CISJORDANIE



Hier, la grève générale a continué dans les principales villes de la Cisjordanie : à Naplouse, Jénin, Jérusalem et Ramallah. A Ramallah, de violentes manifestations ont eu lieu à l'occasion de l'enterrement du jeune Palestinien assassiné par les soldats israéliens la veille. A Jérusalem, au cours de la manifestation, un autre jeune Palestinien a été blessé. Face à cette montée des luttes, l'armée sioniste a imposé un couvre-feu à Jénin et à Naplouse.

Le soulèvement de ces derniers jours en Cisjordanie a été très violent. Alors que l'armée avait mis des barrages à la sortie de chaque ville, la population a réussi à briser les barrages. Face à la détermination des enfants palestiniens qui lancent des pierres sur les soldats, l'armée israélienne prend peur : elle lance des grenades lacrymogènes, tire sur les manifestants et demande du renfort. Les menaces israéliennes ne touchent plus les commerçants : ils ont gardé pendant ces 3 jours leurs magasins fermés.

Argentine

Les «Montonéros» communiquent

RESISTANCE POPULAIRE ACHARNÉE

Les «Montoneros», organisation péroniste de gauche, ont fait parvenir en France un communiqué concernant le développement de la lutte des classes sous le nouveau régime fasciste. Nous publions de larges extraits d'une de ces lettres.

Aujourd'hui, c'est l'armée fidèle à la stratégie du Pentagone, et par la Junte Militaire, qui tente de désarmer la classe ouvrière et de l'isoler du contexte politique national. Pour cela, tous les moyens sont bons : suppression du droit de grève, contrôle militaire des syndicats, et des sections régionales de la CGT, et même création de conseils de guerre. Ces derniers, orientés plus précisément vers la répression de la classe ouvrière et de ses militants syndicaux, ont dicté des peines de trois à dix ans de prison.

Dans les régions où la résistance populaire est la plus acharnée, les provinces de Buenos Aires, Córdoba et Santa Fe, les militaires ont mis en pratique d'autres méthodes, comme l'occupation des usines par des troupes armées. Au cours de ces occupations, l'armée, à l'aide de listes confectionnées par les services d'intelligence, ou par le patronat, ont procédé à l'arrestation des travailleurs, et

principalement des dirigeants syndicaux des commissions internes, ces commissions étant celles qui menaient la lutte de la classe ouvrière contre la domination de la bureaucratie.

Dans le cordon industriel de Buenos Aires, les 20 représentants de la commission interne de l'usine Ford, ont été arrêtés et mis à la disposition de la justice militaire. Malgré toutes les mesures qui ont été prises, les luttes de la classe ouvrière n'ont pu être enrayerées. Au contraire, les propositions d'actions de diverses organisations, qui s'opposent à la continuité du régime ont un pouvoir de mobilisation chaque fois plus important au sein de la classe ouvrière. Par exemple, à Córdoba (la 2^e ville d'Argentine), «La mesa provisoria de gremios en lucha» (coordination provisoire de syndicats en lutte), peu de mois après s'être constituée, a atteint un pouvoir de mobilisation plus important que celui de la CGT locale.

Cela nous montre que la Junte ne peut pas atteindre un de ses principaux objectifs : rompre tout type d'organisation de la classe ouvrière pour obtenir une «pacification» qui leur permette d'étendre leur accord avec les grands monopoles.

Bien que les premiers jours du gouvernement de la Junte se soient déroulés dans une certaine tranquillité, presque aussitôt les premiers indices de la résistance populaire surgirent, principalement les grèves de Chrysler et General Motors à Buenos Aires, et de Fiat à Córdoba et à Santa Fe.

Bien que la politique répressive des militaires ait atteint des limites alarmantes, et violé des droits acquis par des années de luttes, la Junte n'a pas tenu compte d'une réalité ou la sous-estime : aujourd'hui le gouvernement se trouve face à une classe ouvrière organisée, avec l'expérience de nombreuses années de lutte et un grand niveau de combativité.

Il ne faut pas oublier que ces caractéristiques de la classe ouvrière argentine, lui ont permis de vaincre des situations beaucoup plus difficiles.

Meeting de l'AMFP

LOTFITA HAWARI TÉMOIGNE

Au meeting de l'AMFP, le dimanche 16 mai, Lotfiya Hawari, militante palestinienne, qui a passé 7 ans dans les prisons israéliennes, a raconté son expérience : «Les conséquences de la torture physique et morale que j'ai subie pour la 6^e fois sont les suivantes : paralysie pendant 3 mois dans la prison de Ramleh, cette paralysie est causée par des côtes et des vertèbres brisées, après qu'ils m'aient battue pendant mon interrogatoire».

Ensuite, Lotfiya Hawari a exposé le cas d'une militante emprisonnée avec elle : «Parmi mes compagnes de détention, se trouve Na'mah Mahmoud Al-Hélou, de Gaza, vivant dans le camp de Jabalia. Elle est âgée de 17 ans. Elle a lutté contre l'occupation en lançant une grenade tuant quelques sol-

dat. Elle a été légèrement blessée et prise à l'hôpital par l'ennemi. Au lieu de la soigner, ils l'ont défigurée. Elle a été mutilée : on lui a coupé une main et arraché un œil... Na'mah est actuellement agonisante. Ceci est une idée de ce qu'est la lutte des femmes palestiniennes à l'intérieur».

Parlant du soulèvement actuel, le Dr Hamzeh, qui a été expulsé de Palestine le 17 mars dernier, a expliqué : «Le soulèvement actuel, depuis 6 mois, est général. Toutes les villes, tous les villages y participent. La révolution continue dans les territoires occupés. Toute la population y participe : élèves, étudiants, ouvriers, commerçants et paysans. Ce n'est pas comme le disent les «Israéliens», «les élèves qui n'ont pas envie d'aller à l'école».

● ÉLECTION-DAMNATION : C'est fait ! Tout catholique qui se sera présenté sur les listes du PxCd sera excommunié et voué à la damnation éternelle, a déclaré hier le président de la conférence épiscopale italienne, qui tente de donner un coup de main à la «démocratie chrétienne» menacée lors des

élections du 20 juin, par le PxCd.

PORTUGAL : Le jeu de l'élection présidentielle, qui semblait réglé voici quelques jours par le soutien apporté par le PS et deux autres partis de droite, au général Eanes, se complique : le PxCd vient de présenter son propre candidat, Octavio Pato.

en bref

● ALLEMAGNE : Une secrétaire du ministère des affaires étrangères, Mme Helga Berger, a été arrêtée par le gouvernement allemand pour espionnage au profit de la République Démocratique Allemande.

● PALESTINE : A Genève, l'Organisation Mondiale de la Santé a rejeté le rapport favorable sur la situation sanitaire dans les territoires occupés par «Israël» en 67.

● INDE : Près de 7 000 personnes ont été arrêtées en Inde pendant ces derniers mois à cause de l'interdiction des publications jugées hostiles au gouvernement. 34 imprimeries ont déjà été saisies.

● ERYTHRÉE : Le gouvernement éthiopien avait déclaré lundi qu'il était prêt à discuter «avec les groupes et organisations progressistes en Erythrée». Mais le Front de libération de l'Erythrée forces populaires de libération a rejeté l'offre. Pendant ce temps, le gouvernement éthiopien se prépare à lancer une offensive sur l'Erythrée.

INTERNATIONAL

Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement

LA CHINE FAIT PARTIE DU TIERS MONDE

INTERVENTION DU DÉLÉGUÉ DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (Extraits)

DEPUIS 4 ANS, UN GRAND DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE ÉCONOMIQUE DU TIERS MONDE

(...) Depuis 4 ans, la lutte contre l'impérialisme et l'hégémonie menée par les pays du Tiers Monde dans le domaine économique a connu également un grand développement. Elle est entrée dans une étape toute nouvelle caractérisée par la destruction des anciennes relations économiques internationales et l'établissement d'un nouvel ordre économique international. La «déclaration sur l'établissement d'un nouvel ordre économique international» et «le programme d'action» adoptés à la 6ème session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies constituent une grande victoire pour le Tiers Monde dans sa lutte solidaire. Depuis lors, de notables efforts ont été déployés par les pays en voie de développement pour mettre en application les justes principes de la déclaration et du programme d'action. Leur lutte gagne chaque jour en ampleur, leur unité se consolide chaque jour, et leur objectif est de plus en plus concentré. La juste lutte des pays du Tiers Monde pour la sauvegarde de la souveraineté d'Etat, la défense des droits et intérêts nationaux et l'établissement d'un nouvel ordre économique international dans les domaines des ressources naturelles, du commerce, de l'industrialisation, des finances et du transport maritime, se poursuit inlassablement, gagne chaque jour en étendue et en profondeur, et ne cesse d'enregistrer victoires et progrès.

De son côté, la lutte des pays du second monde (1) pour se débarrasser du contrôle, de l'intervention, de la subversion et de la vexation des superpuissances s'est sensiblement intensifiée. Nombre d'entre eux se sont prononcés en faveur du «dialogue» et du développement de la coopération économique avec les pays du Tiers Monde. C'est là un phénomène qui mérite d'être accueilli favorablement.

En même temps, chacun peut clairement constater que les deux superpuissances, assaillies par toutes sortes de difficultés à l'intérieur comme à l'extérieur, se trouvent dans un isolement accentué. Leur rivalité acharnée s'est étendue à tous les coins du monde et à tous les domaines. Ce qui accroît sans cesse le danger d'une nouvelle guerre. Un nombre croissant de faits démontrent que le principal danger de guerre provient de la superpuissance qui parle de paix à profusion. Celle-ci, dévorée d'ambitions, pratique partout agression et expansion, et révèle ainsi pleinement sa féroce nature social-impérialiste.

La question du commerce et du développement est une question importante et d'un intérêt commun aux pays et peuples du Tiers Monde. Abolir les anciennes relations économiques internationales, parvenir à un commerce fondé sur l'égalité et l'avantage mutuel et développer l'économie nationale en toute indépendance constituent le désir ardent des pays en voie de développement qui souhaitent parachever leur indépendance économique et consolider leur indépendance politique. Sur le plan des relations économiques internationales, la question du commerce et du développement revient en essence à défendre la souveraineté d'Etat, développer l'économie nationale, et s'opposer au contrôle, au pillage et à l'exploitation de l'impérialisme, et en particulier des superpuissances. Il s'agit là d'une composante importante des luttes révolutionnaires des pays et des peuples du Tiers Monde. (...)

(1) Second monde : les pays impérialistes autres que les deux super-puissances

LE PRINCIPAL OBSTACLE :
LES 2 SUPERPUISSANCES :

Les obstacles à l'établissement d'un nouvel ordre économique international sont dressés principalement par les deux superpuissances. Elles défendent obstinément l'ordre ancien, combattent et sapent l'instauration d'un nouvel ordre. Une superpuissance se cramponne désespérément au vieil ordre et s'évertue à s'opposer à l'établissement d'un nouvel ordre économique international afin de préserver ses privilèges. Elle prêche inlassablement que «l'interdépendance» est «au centre du maintien de l'ordre international» et que la «prospérité mondiale» ne serait possible que grâce à son leadership. Traduit en langage clair, cela signifie tout simplement le maintien du contrôle, du pillage et de l'exploitation des pays en voie de développement. L'autre superpuissance, «socialiste» en apparence, social-impérialiste en fait, déclare du bout des lèvres qu'elle est favorable à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, mais agit perfidement contre la juste lutte du Tiers Monde. D'une part, elle use de mensonges politiques tels que la «déten-



te» et le «désarmement» pour détourner l'orientation de la lutte du Tiers Monde contre l'impérialisme et l'hégémonie dans le domaine économique. D'autre part, elle s'efforce de faire accepter par le Tiers Monde ses vieilles thèses comme la «division internationale du travail» et l'«intégration» dans une vaine tentative d'établir un système d'exploitation social-impérialiste dont elle serait elle-même le suzerain. Son plan va complètement à l'encontre du nouvel ordre économique international pour lequel lutte le Tiers Monde. (...)

Emboitant le pas aux compagnies transnationales de l'Ouest, elle crée des «entreprises mixtes» à l'étranger pour exporter ses capitaux, s'emparer de marchés et piller des ressources naturelles. Au nom du «développement du commerce», elle demande aux pays en voie de développement d'adopter la politique dite de la «porte ouverte» et de la laisser «partager également les intérêts» avec les autres pays impérialistes. Elle amasse de fabuleux profits en pratiquant l'échange inégal et en revendant au prix élevé les marchandises qu'elle a importées d'autres pays. Elle sert de l'«aide» pour contrôler les autres pays et se livrer à l'usure. Elle profite des difficul-

tés d'autres pays pour empiéter sur leur souveraineté, réclamer des bases militaires et intervenir de façon flagrante dans leurs affaires intérieures. Elle somme brutalement les pays débiteurs de rembourser leurs dettes. Ce supergrand qui a commis tant de méfaits aux dépens des autres veut maintenant se soustraire à toute responsabilité. Il n'y réussira jamais.

LE PROGRAMME INTÉGRÉ

Le programme intégré pour les produits de base est une proposition importante qui a toujours été maintenue par les pays en voie de développement depuis la 6ème session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations Unies. Mais cette proposition a fait l'objet de l'opposition des superpuissances. Dans le but de maintenir le vieil ordre, l'une de celles-ci a crié qu'il faut remplacer le programme par des accords de produits individuels et les fonds communs par la «banque internationale des ressources», à l'opposé de la «déclaration de Manille» et du «programme d'action». L'autre a qualifié le programme intégré d'irréaliste, prétendant que les problèmes ne pourront être résolus que lorsque des accords commerciaux à long ou moyen

respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantage réciproque et coexistence pacifique. Les affaires économiques et commerciales internationales doivent être gérées conjointement par tous les pays du monde, et non contrôlées et monopolisées par une ou deux superpuissances. Les pays en voie de développement sont en souveraineté permanente sur leurs propres ressources naturelles et sont entièrement en droit de contrôler, de surveiller, d'administrer et même de nationaliser tous les capitaux étrangers, surtout les sociétés transnationales.

Nous considérons que le commerce international doit reposer sur l'égalité, l'avantage réciproque et la complémentarité mutuelle. Nous soutenons la juste action des pays en voie de développement pour mettre sur pied et élargir les organisations des pays producteurs de matières premières dans l'intérêt d'une lutte commune. Nous appuyons leurs propositions raisonnables sur la réalisation du programme intégré pour les produits de base et sur l'indexation des prix. Nous espérons que la présente conférence prendra des décisions positives au sujet de ce programme. Nous nous opposons à la tentative visant à remplacer ce programme par des accords internationaux de produits individuels ou par des contrats de commerce à moyen ou à long terme. Nous nous opposons fermement au contrôle et au pillage exercés par l'impérialisme, les superpuissances, par le biais du commerce international.

AUCUNE CONDITION POLITIQUE
OU MILITAIRE

A notre avis, en ce qui concerne l'aide économique aux pays en voie de développement, on doit respecter strictement la souveraineté de l'Etat bénéficiaire, sans l'assortir d'aucune condition politique ou militaire ni ne réclamer aucun privilège. Elle doit aider, dans le vrai sens du terme, le pays bénéficiaire à développer son économie nationale. Les prêts accordés aux pays en voie de développement doivent être sans intérêt ou à bas intérêt, et le remboursement, en cas de besoin, peut être différé pour alléger les charges des pays emprunteurs. Nous soutenons la raisonnable demande des pays en voie de développement pour la convocation d'une conférence entre les principaux pays développés créanciers et les pays débiteurs intéressés en vue de prendre des mesures pour résoudre les problèmes des dettes.

Nous considérons que le transfert des technologies aux pays en voie de développement doit être pratique, efficace, peu coûteux et commode. Toutes les restrictions déraisonnables et tous les obstacles au transfert de technologie des pays développés vers les pays en voie de développement doivent être abolis.

A notre avis, les problèmes concernant la réforme du système financier et monétaire international doivent être réglés par les différents pays, par voie de consultations menées sur un pied d'égalité. Il faut mettre un terme au monopole international détenu par un petit nombre de grandes puissances dans les domaines financier et monétaire. (...)

Il ne faut pas perdre de vue que l'établissement d'un nouvel ordre économique international est une lutte prolongée, aiguë et complexe. Pourvu que nous, les pays et les peuples du Tiers Monde resserrions nos rangs, rallions à nous toutes les forces qui peuvent être ralliées, soyons fidèles aux principes et persévérions dans la lutte, nous atteindrons nos objectifs.

terme seront conclus avec elle et que son piège commercial et son système d'exploitation seront acceptés. Cela montre pleinement que les superpuissances s'obstinent encore à maintenir et à défendre par tous les moyens le vieil ordre économique international.

Dans une série de conférences internationales, les actes insolents des supergrands ont été dénoncés et condamnés très énergiquement par les pays en voie de développement. (...)

UNE LUTTE PROLONGÉE, AIGUË
ET COMPLEXE

Sauvegarder l'indépendance nationale et développer l'économie nationale, voilà l'aspiration ardente et la demande pressante des pays et peuples du Tiers Monde. Nous, pays en voie de développement, nous rendons parfaitement compte par notre propre expérience que l'indépendance, l'autonomie et le principe de confiance en soi doivent être la politique fondamentale régissant le développement de l'économie nationale. (...)

Nous sommes d'avis que les relations économiques internationales doivent être basées sur les cinq principes :

DANS NOTRE COURRIER

Ce que cachent les «portes ouvertes» à l'armée

Si tu es crevé, rassure-toi : la semaine prochaine, tu ne prendras pas le train. En effet, ce sera le «grand jour» pour le 7^e Chasseur : Les PORTES OUVERTES.

Comme l'a dit notre bon colon : «Tu seras parfait, dans ta tenue impeccable», pour la Grande Parade.

Les gradés voudraient faire croire au public que c'est ça le visage de l'armée française. Ils vont nous faire trimer toute la semaine, pour cacher ce qui se passe tous les jours à la caserne...

Aux Portes Ouvertes, on ne parlera pas non plus des 4 morts en 4 mois.

2 sont morts de maladie : Serge GOUVILLE du 2^e escadron, en janvier et Jean-Louis MEQUIGNONE, du 3^e, en mars. L'armée parle de malchance, mais ce n'est pas la malchance qui a fait rester Méquignone 4 jours à l'infirmerie avant qu'on l'opère de l'appendicite. Il est mort quelques heures après. Gouville aussi avait attendu une matinée avant qu'on le soigne. S'il est vraiment mort d'une méningite, pourquoi n'y a-t-il pas eu de mesures sérieuses pour éviter aux autres la contagion ? Ou sinon, de quoi est-il mort ?

Jean-Louis BAUME est mort écrasé par son A.M.L. qui s'est retournée. On l'avait mis chef de voiture, mais ce n'était pas sa place, car il n'avait ni le grade ni la formation. On lui avait dit de remplacer le chef de bord absent. Son A.M.L. avait les pneus lisses. Ce n'est pas de la fatalité.

Olivier HECQUET s'est suicidé récemment. Il avait peut-être beaucoup de problèmes, mais l'armée n'a rien fait pour les arranger. Au contraire, elle a refusé de le laisser résilier son contrat d'engagement. C'est une victime de l'ambiance militaire que l'on connaît.

Toute une propagande militariste sera déployée à l'occasion des Portes Ouvertes. Comme lors des prises d'armes, défilés ou expositions, on va nous utiliser, pour donner aux visiteurs l'image d'une armée parfaite, sans problèmes.

L'armée voudrait qu'on ferme notre gueule et qu'on obéisse à n'importe quel ordre. Nous ne le ferons pas. Nous dénoncerons les brimades quotidiennes, l'insécurité, les accidents.

Exigeons la vérité sur les décès de nos camarades. Soyons vigilants sur les conditions de sécurité.

Comité de Soldats du 7^e Chasseur - Arras

Le nucléaire au cinéma

Le Cinématographe (44, cours Suchet - 69002 LYON), présente du 17 mai au 24 mai, trois films suivis de débat pour illustrer les dangers de l'Énergie Nucléaire : pollution thermique et radioactive, société policière et concentrationnaire, atome militaire.

Au programme :
- «LA BOMBE» de P. WATKINS
- «KASHIMA PARADISE» de BENIE DESWARTES et YANN LE MASSON
- «DOCTEUR FOLAMOUR» de STANLEY KUBRICK

LA BOMBE

Mercredi 19 mai 17 h / 21 h 40
Jeudi 20 mai 18 h 00

KASHIMA PARADISE

Mercredi 19 mai 18 h 00
Jeudi 20 mai 19 h 45

DOCTEUR FOLAMOUR

Mercredi 19 mai 14 h 15 / 19 h 55
Jeudi 20 mai 21 h 40

Mouvement lycéen

ÉTENDRE CE MOUVEMENT DE RÉFLEXION

Nous nous permettons en tant que lycéens, de vous donner quelques informations, en ce qui concerne la vie dans les lycées.

Notre motion contre la réforme Haby-Saunier-Seïté a été présentée au dernier conseil d'administration. Après lecture du texte, il s'est révélé que tout vote, toute prise de position, toute discussion était impossible. En effet, pour les représentants de l'Administration, la discussion de toute loi n'entre pas dans le cadre du C.A. Ainsi, une loi qui concerne des milliers de jeunes, d'enseignants, de parents n'a pas à être abordée dans un Conseil d'Administration !

— Une réflexion sur de telles lois n'étant pas légale, n'est-ce pas pousser les jeunes et les enseignants dans la rue pour qu'ils crient tout haut ce qu'ils ne doivent pas dire — même tout bas — dans un lycée ?

En fait, ce type d'incident, qui est quotidien, prouve qu'en aucun cas, Haby et Cie n'admettraient que des questions fondamentales (Rôle de l'école, mode de fonctionnement, école au service de qui ?...) ne soient posées dans un ensemble de structures qu'est l'école mais aussi l'entreprise, l'armée, la prison...

Que ce soit dans le cadre du 10% du foyer (donc dans un cadre légal), chaque fois qu'une activité touchant aux

sujets «brûlants» était proposée (Justice, chômage, immigrés, presse...), l'Administration est intervenue en faisant obstruction, en ne débloquent pas de crédits, en censurant...

Que ce soit dans le cadre du C.A., des conseils de classe, il n'a jamais été possible d'engager une discussion sur les structures pédagogiques, sur les rapports enseignants-enseignés...

Face à cette situation, face à une réforme qui est comme l'épée de Damoclès au-dessus de nos têtes, épée qui n'hésitera pas à tomber, la position des lycéens est claire :

Nous ne nous laisserons pas faire ! Oui, nous avons repris les cours. Mais déjà, des cen-

taines de lycéens l'ont compris : quelque chose a changé. Il y a une prise de conscience de ce qu'est l'école aujourd'hui et donc, une appréciation plus juste encore des ambitions de certains en voulant imposer une dite réforme. Nous étendrons ce mouvement de réflexion car c'est de là qu'une lutte responsable pourra être menée jusqu'au bout, contre l'école d'aujourd'hui et de demain.

Des lycéens (Région parisienne)

P.S. : Pour des raisons de sécurité évidentes, nous préférons taire notre identité. Déjà, une camarade a été renvoyée et d'autres, victimes de diverses pressions.



LETTRE OUVERTE A LA CGT

Camarades,
A la suite des incidents qui ont marqué la manifestation du 1^{er} Mai — à Paris, agression du cortège des femmes par le service d'ordre de la CGT ; à Rouen où nous avons été délibérément écartées des cortèges syndicaux et rejetées en fin de manifestation, — nous avons adressé la lettre ouverte, ci-jointe, à la CGT.

Groupes Femmes Rouennais

ROUEN, le 10 mai 1976.

LETTRE OUVERTE A LA CGT,

Pour la deuxième année consécutive, un cortège de femmes s'est joint à la manifestation du 1^{er} mai. Nous, femmes, voulions manifester pour dénoncer le caractère spécifique de notre oppression, et aussi pour exprimer notre solidarité avec tous ceux qui luttent et qui reconnaissent dans le système capitaliste l'instrument de leur oppression.(...)

C'était oublier que la bourgeoisie avait mis un terme à l'année de la Femme, et que benoîtement les organisations syndicales lui emboîtaient le pas.

nous sommes vues rejetées en fin de manifestation, quelques minutes après le départ des différents cortèges, sous l'œil bienveillant et avec l'aide, ô combien efficace, du service d'ordre de la CGT. Nous n'avons pas été repoussées manu militari ! Merci Messieurs ! Est-ce l'effet d'une bonté dont n'a pas bénéficié à Paris le cortège autonome des femmes ? Devrions-nous par hasard remercier le S.O. CGT rouennais de ne pas nous avoir insultées de manière ordurière, de ne pas nous avoir frappées ?

A Rouen on nous a juste écartées des cortèges «responsables» : était-ce une invite à rejoindre nos fourneaux ?

Nos mots d'ordre ont été ignorés, même ceux qui concernaient des luttes qui se mènent de façon mixte, tels que : «Toujours autant d'avortements clandestins !». Par contre, nous avons repris souvent des mots d'ordre lancés par les autres cortèges. Doit-on y voir une volonté délibérée de ne pas reconnaître le mouvement des femmes ?

C'est plus que cela : par les coups, les injures, les rejets systématiques, s'exprime la volonté de briser un mouvement qui est devenu une force.

Bas les masques ! A quoi sert la campagne menée par la

CGT en direction des femmes ? Tous ces beaux discours ne seraient-ils qu'un moyen de trouver une force d'appoint non négligeable pour le syndicat ? Car lorsque les femmes prennent elles-mêmes leurs luttes en mains, aux discours paternalistes succèdent les injures sexistes.

Les organisations syndicales sont entièrement responsables, quand elles se refusent à rompre dans les faits avec l'image de la femme dans cette société, et qu'elles se contentent de dénoncer son exploitation économique.

Quelle société nous préparez-vous ?

Une société où les femmes auront un peu plus d'avantages sociaux et matériels qu'aujourd'hui ? où le progrès aidant, nous aurions à notre disposition des crèches plus nombreuses, des installations collectives meilleures ? C'est déjà très bien, c'est vrai !

Et alors, disons-nous, et alors ?

Le socialisme permettra l'expression de tous les opprimés..

Nous revendiquons le droit de faire partie du collectif organisateur des manifestations auxquelles nous participerons !

Coordination des Groupes Femmes en Lutte



BLOC-NOTES

SANTÉ

LA VARICELLE

Maladie très contagieuse comme la rougeole et la rubéole déjà vues dans de précédents blocs-notes, la varicelle est due elle aussi à un virus, de la catégorie herpès-virus.

Les signes de la varicelle correspondent à la pénétration du virus dans l'organisme, où il reste indéfiniment sans se manifester. Quelques années plus tard et dans certains cas seulement (à l'occasion d'une baisse des défenses de l'organisme après une grave maladie, ou bien sans raison connue), apparaît un zona dû au réveil de ce virus. Le zona peut être contemporain de la varicelle.

LES SIGNES DE LA VARICELLE

Ce sont les enfants de 3 à 7 ans qui sont les plus touchés, les adultes peuvent être atteints eux aussi.

L'incubation silencieuse, c'est-à-dire le délai entre le contact avec un autre enfant varicelleux et les premiers signes est de deux semaines

environ. L'enfant est ensuite fatigué, fiévreux, ne joue plus, il «couve quelque chose».

L'éruption apparaît alors, elle permet de faire immédiatement le diagnostic : tout d'abord de petites taches rosées soulevant la peau, puis des vésicules, en goutte de rosée, simplement posées sur la peau. Ces vésicules se troublent puis se dessèchent et donnent de petites croûtes disséminées au hasard sur tout le corps (et même le cuir chevelu ou les gencives) et voisinent avec des vésicules ou des boutons plus jeunes. Toutes ces lésions démangent et irritent, l'enfant se gratte souvent, même la nuit, ce qui laissera ensuite des cicatrices ; alors que si la croûte tombe toute seule, il n'y aura pas de trace plus tard.

LES COMPLICATIONS

Ce sont surtout les infections à la suite du grattage intempestif des vésicules, à la suite de la présence de boutons et vésicules dans la bouche ou le vagin qui

entraînent des stomatites (inflammation des gencives, du palais) ou des vulvites (inflammation de la vulve).

Les autres complications sont très rares :

- encéphalite de la varicelle qui donne des troubles de la marche, des difficultés à faire des mouvements.
- chez l'adulte surtout, atteinte pulmonaire : fièvre importante, toux et difficultés respiratoires.

Pour ces deux complications, comme pour les atteintes oculaires, la guérison sans séquelles arrive en général en trois ou quatre semaines.

LE TRAITEMENT

Ici encore, comme pour les maladies contagieuses dues à des virus (rougeole, rubéole...) les antibiotiques sont inutiles.

Les précautions essentielles sont à prendre pour les vésicules qui «gratent, «démangent» furieusement, pour éviter le grattage qui laisse des cicatrices et entraîne des infections cutanées.

Avant que la vésicule ne

s'ouvre, on peut appliquer une pâte à l'eau adoucissante, puis dès qu'elle a percé, il faut badigeonner l'enfant avec de l'éosine à l'eau à 2%, colorant rouge antiseptique qui protégera contre l'infection.

On donne à l'enfant un sirop pour calmer les démangeaisons, on lui explique qu'il ne doit pas se gratter s'il est grand, on lui met des mouffes en tissu pour éviter qu'il se gratte la nuit s'il est petit. On coupe ses ongles à ras, pour éviter les possibilités de grattage au maximum.

Cette maladie guérit sans séquelles en 15 jours, parfois plus (les cicatrices sont longues à disparaître). La fièvre dure le temps de l'invasion des boutons, c'est-à-dire pendant 4 ou 5 jours. L'enfant n'est pas accepté en classe tant que les cicatrices persistent.

Docteur QdP

MERCREDI 19 MAI

TF 1	20 h 00 - Journal
18 h 05 - Pour les jeunes	20 h 30 - L'homme de fer - série américaine
18 h 30 - A la bonne heure	21 h 35 - C'est-à-dire - magazine d'actualité de G. Leroy
19 h 05 - «Château Espérance» - feuilleton de G. Sire	23 h 05 - Journal
19 h 20 - Actualités Régionales	
19 h 40 - Une minute pour les femmes	FR 3
19 h 45 - Alors, racontes	18 h 45 - Pour les jeunes
20 h 00 - Journal	19 h 05 - Programmes régionaux
20 h 30 - Mois francophone «L'Océana», dramatique	19 h 20 - Actualités régionales
22 h 05 - A la poursuite des étoiles	19 h 40 - Tribune libre
23 h 00 - Journal	19 h 55 - Flash journal
	20 h 00 - Les jeux de 20 H
A 2	20 h 30 - Cinéma 16 - «La Limousine», film TV de Paul Seban
18 h 30 - Journal	22 h 25 - Journal

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

- A - Rendirent dangereux bien des aliments.
- B - Il redevient neuf régulièrement - Réfléchir longuement.
- C - Il est aiguisé - Lettre grecque (inversée)
- D - reptile - Cardinal.
- E - Utile pour les sondages - Homme avare.
- F - Voyelles - Elle cause des trous



- G - Très attachées - Connu.
- H - Ainsi fait le grippe-sou - Gris foncé.
- I - Volume - Rivière.
- J - Elles connaissent parfois des éclipses. Routes principales.

VERTICALEMENT

- 1 - Responsabilités sportives.
- 2 - Ane non domestiqué. On peut se le donner.
- 3 - Parcourue - Il crache sans prévenir.
- 4 - Il donne soif à certains - Adoucir.
- 5 - Détruismes.
- 6 - Garnies de plumes.
- 7 - Joyeux participe passé - Préparation vieillie - Fleuve côtier.
- 8 - Il est souvent caché - Sorte de cuir.
- 9 - Négation - Terme juridique.
- 10 - Elles tournent vite.

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RESUME :

Su a été exécutée par les diemistes. La nuit dans le village, la population prépare son enterrement.

31^e ÉPISODE L'ENTERREMENT DE SU

Les torches de feuilles de cocotier, ou de paille hâtivement confectionnées, s'allument. Plusieurs personnes, dont Ca My, enrôlaient des objets dans les pans de leurs robes. En quelques instants une vive lumière éclaira la cour de la maison.

Mère Sau avait voulu enterrer Su près de la tombe de son père. Mais au lieu de se rendre directement au pied de la colline, on faisait des détours, parcourant le village de long en large. L'enterrement devint un défilé devant les plantations et les habitations, comme pour permettre à Su de dire adieu à son village natal. (...)

Chacun avait toute prête à la main une deuxième torche non allumée. Autour de la bière portée sur les épaules des femmes, le feu grésillait, la foule grondait. La lumière des torches trouait l'obscurité et éclairait violemment le cercueil vermillon. Elle faisait encore miroiter les cheveux d'argent des vieilles femmes et se jouait dans les branchages où luisaient les fruits d'avocatier.

Mère Sau suivait immédiatement le cercueil, entourée de Mme Ba Ren et d'autres amies. (...) Ce n'était pas elle seule qui allait combattre, mais des centaines et des milliers d'habitants de Hon Dat, des millions et des millions de leurs compatriotes au Sud Viet Nam. Le mugissement de la mer derrière elle semblait l'exhorter à aller de l'avant en refoulant sa douleur. Le bruissement des feuilles semblait la pousser à la vengeance. Le sang criait vengeance ! (...)

On arriva au bord du ruisseau. Les troupes qui



contonnaient vociférèrent en sortant des tentes, à la vue de la nappe de feu qui se rapprochait. Le capitaine Cao qui commandait ce bataillon d'infanterie comprit immédiatement en apercevant le cercueil.

Madame Ba Ou parlamente avec le capitaine.

— C'est non ! cria l'officier. Trêve de jérémiades ! Mme Ba Ou, ne pouvant plus se contenir, cria à son tour :

— Ce sera sans votre permission !

Elle passa devant l'officier en faisant signe à ses compagnes d'avancer. La foule se précipita à sa suite, bousculant les soldats dans le ruisseau.

— Halte ! ou je tire ! hurla le capitaine.

Personne ne s'arrêta. Torches en l'air, on franchit le ruisseau à gué. Le courant fut subitement éclairé par mille feux. Le capitaine courut chuchoter à l'oreille de ses hommes : «Tirez en l'air». Fusils levés, les soldats tirèrent

quelques coups de semonce. Le flot humain continua à se répandre jusqu'à l'autre rive. Le cercueil avait déjà rejoint la berge quand Mme Hai Thep fit circuler l'ordre :

— Simple sommation ! En avant !

On savait par expérience qu'en de tels moments, la seule chose à faire était de continuer à avancer. Tout le monde gardait son calme, habitué qu'on était à entendre ces tirs de semonce. En outre, chacun savait qu'à part l'enterrement de Su, on avait la très importante mission de ravitailler les défenseurs de Hon Dat, en profitant du passage à proximité de la grotte. Depuis le crépuscule, on avait préparé le nécessaire et caché les vivres sous les vêtements.

Le capitaine Cao avait une certaine expérience dans la répression des luttes politiques. Aussi se gardait-il de faire tirer sur la foule. Deux ou trois fois, pour avoir abattu quelques manifestants il avait manqué d'être tué lui-même par les poings, les bâtons et les cailloux qui s'abattaient sur lui. Au début il pensait qu'au premier mort, la foule se débânderait. Fait extraordinaire, c'était tout le contraire. Les manifestants s'élançaient en avant, tombant à bras raccourcis sur lui et ses hommes ! Après la sommation, il n'osa donc aller plus loin cette fois.

Dès leur arrivée, le commandant leur avait dit : «Pour pouvoir anéantir les Viet Cong de la grotte, l'essentiel est d'empêcher l'explosion d'une lutte politique ici. On aura des emmerdements sans fin si ces diabesses s'en mêlent ! Référez-vous à moi en toute chose !» Cao était plein d'admiration pour la sagesse de son commandant. Voilà que les femmes s'étaient mises de la partie ! Elles franchissaient le torrent sans nul égard pour ses ordres. Le mieux était encore d'avertir son supérieur.

(à suivre)



GUADELOUPE : UNE JEUNE NATION EN LUTTE

Par Christine VAIVRE

LES FORCES POLITIQUES EN PRÉSENCE

1 - Du côté du colonialisme

Après avoir examiné divers aspects de la situation actuelle en Guadeloupe, et surtout la lutte des masses et leur organisation, nous allons voir maintenant quelles sont les forces politiques en présence dans ce préter-département français.

LES «SÉQUELLES DU COLONIALISME»

En Guadeloupe, comme dans tous les pays, il y a des classes qui ont le pouvoir, il y en a qui en veulent un peu plus et il y en a qui veulent le prendre.

La Guadeloupe est une colonie, donc un pays dominé par une bourgeoisie impérialiste, par l'Etat français. Il existe des forces politiques, représentant ou représentées politiquement par cet Etat qui veulent maintenir l'exploitation coloniale. Depuis qu'il y a eu le développement des luttes en Guadeloupe, elles ne peuvent plus oublier qu'il y a des problèmes ; il suffit de se rappeler Giscard qui, lors de son dernier voyage, parlait des «séquelles du colonialisme» et qui a essayé de proposer une solution globale : la départementalisation économique pour effacer ces «séquelles». Mais le moyen le plus sûr d'en effacer les «séquelles», c'est de chasser le colonialisme français hors de la Guadeloupe, c'est une tâche que les représentants de la bourgeoisie française ne peuvent accomplir. Pour les servir, ils ont des forces de police accrues, l'armée, ils ont la bourgeoisie compradore...

Dans la moyenne bourgeoisie, certains éléments font les louanges de la départementalisation. On a vu aussi des membres du Parti Socialiste scissionner et créer un mouvement parce qu'ils trouvaient que le programme commun allait trop loin...

Mais en Guadeloupe, il y a aussi des forces sociales qui estiment qu'elles n'ont pas suffisamment de pouvoir. L'élément le plus représentatif de cette classe, la moyenne bourgeoisie guadeloupéenne, c'est le parti qui se prétend communiste et guadeloupéen (P«C»G). L'histoire de ce parti est un véritable poème.

Le vote de la loi sur la départementalisation

Le premier acte politique du P«C»G a été le vote de la loi de mars 46, faisant de la Guadeloupe un département français. A l'époque, la Guadeloupe, la Martinique avaient des députés soi-disant communistes dont le porte-parole était Aimé Césaire. A ce moment, celui-ci était membre du Parti «Communiste» Martiniquais. Ces gens se sont battus, ont organisé en Guadeloupe, en Martinique, à travers toutes les Antilles, une forte propagande pour demander la départementalisation. Ils ont même convaincu certains de leurs collègues députés français. La loi d'assimilation a été votée. Le vote de cette loi qui a fait de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane des départements français est essentiellement l'œuvre des révisionnistes. C'est plus exactement la conjonction entre la volonté de l'impérialisme français d'exercer une domination plus étroite sur ses colonies et la volonté des révisionnistes qui voyaient en cette loi d'assimilation le seul moyen d'être sur un pied d'égalité avec les intellectuels français.

UN PARTI RÉVISIONNISTE

Ce parti ne peut même pas prétendre avoir été un jour léniniste ; il a trouvé la théorie révisionniste toute prête pour satisfaire ses ambitions. Il naît comme fédération guadeloupéenne du PCF.

Pourtant à l'époque, en 1944, le PCF avait encore de bons sentiments, il proposait aux Guadeloupéens de prendre eux-mêmes leurs affaires en mains, mais leurs collègues guadeloupéens préféraient être une section du PCF.

Alors il y a eu un compromis qui a abouti à une fédération. Dès la fondation, les fondateurs mêmes du P«C»G n'ont aucun esprit d'indépendance, ils ne peuvent pas s'imaginer en tant que représentants, éléments d'une nation. Le premier acte politique du P«C»G a été de voter la loi qui faisait de la Guadeloupe un département français en mars 46.

Mais très vite, tout le monde s'est aperçu que la départementalisation n'avait rien changé aux problèmes essentiels de la Guadeloupe, la grande masse du peuple guadeloupéen continuait à vivre dans la misère, les grèves se multipliaient. Et puis des luttes comme celle engagée par le peuple algérien commençaient à avoir de l'écho en Guadeloupe. Toutes ces circons-



A Grosse Montagne, grève des travailleurs de la canne en 1975. Les CRS assurent la défense de la Guadeloupe comme le propose le P«C»G dans son projet d'«autonomie interne».

tances amenant le P«C»G à formuler le même mot d'ordre qu'avant, mais sous une autre forme :

L'AUTONOMIE INTERNE DE LA GUADELOUPE

C'est ce mot d'ordre qu'adopte, en 1958, le P«C»G. Lorsqu'on en examine le contenu, on constate que le «pouvoir» que le P«C»G donne au peuple guadeloupéen, c'est la possibilité d'avoir une assemblée locale, une espèce d'assemblée nationale mais qui ne porterait pas ce nom, la possibilité de légiférer sur des problèmes locaux. Mais, il y a un mais. Mais, la défense militaire resterait aux mains de la France, ce qui signifie en clair que les képis rouges, CRS, gendarmes et autres, qui sont les représentants de l'Etat capitaliste, colonialiste en Guadeloupe, resteraient dans ce pays avec la charge d'assurer la défense de la Guadeloupe «autonome». Un autre point de ce programme

d'autonomie : le commerce extérieur, international de la Guadeloupe resterait aux mains de la France. L'enseignement supérieur aussi d'ailleurs. Alors, on se demande ce qui va changer fondamentalement ; on se rend compte en définitive, à l'examen de ce mot d'ordre d'autonomie interne qu'il n'est que le profond désir des dirigeants du P«C»G de renforcer l'assimilation. Cette «autonomie interne» n'est qu'un masque, une tromperie face au développement du mécontentement guadeloupéen. Cela correspond d'ailleurs à la base sociale du P«C»G qui est essentiellement la moyenne bourgeoisie, des éléments de la couche supérieure de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière si tant est qu'il existe une aristocratie ouvrière dans un pays comme la Guadeloupe. On peut voir que la domination colonialiste française demeure même à travers la propre bourgeoisie guadeloupéenne.

LES PREMIÈRES BRÈCHES DANS L'HÉGÉMONIE DU P«C»G

Pendant un certain temps, jusque dans les années 60, le P«C»G a l'hégémonie du mouvement d'opposition, de lutte en Guadeloupe. Mais les luttes de classe s'intensifient en Guadeloupe et au niveau international, les luttes des peuples se développent. En 59, c'est Cuba, auparavant, le colonialisme fran-

Pour ces intellectuels, il est clair qu'un front sans direction politique, sans parti communiste à sa tête est voué à l'échec. Très honnêtement, très sincèrement, il demande au P«C»G de le faire, mais celui-ci refuse. Par la suite, les jeunes dirigeants de ce Front mourront dans un accident d'avion dont les

LE P«C»G ET LA CRITIQUE

Le fait que nous présentons ici montre comment s'est progressivement faite la prise de conscience de ce qu'était le P«C»G.

Des jeunes intellectuels ont un jour l'occasion de rencontrer le Comité Central du P«C»G. Ils lui posent quelques questions sur sa ligne. Jusqu'à ce moment, le P«C»G était considéré comme l'avant-garde de la lutte du peuple guadeloupéen. Il leur est répondu par un membre éminent de ce Comité Central qu'il y a effectivement des erreurs dans la ligne, qu'il y a des tendances droitières, des tendances électoralistes, mais qu'il ne faut pas s'inquiéter, d'ici peu de temps, la lutte s'engagera contre ces tendances.

Les étudiants rentrent en France et peu après, ont l'occasion de lire dans un numéro de «L'Étincelle», journal du P«C»G, un article qui dénonce les «donneurs de leçons du boulevard Saint-Michel»... Ce fait, parmi d'autres, lié à l'attention portée aux luttes internationales favorisera la prise de conscience révolutionnaire en Guadeloupe.

causes d'ailleurs n'ont jamais été éclaircies. Cet exemple est intéressant pour montrer comment s'est réalisée la compréhension de ce qu'était le P«C»G.

Ce genre «d'incident», lié à l'intérêt que commencent à porter les étudiants aux luttes internationales, n'oublions pas qu'en France se déroule une mobilisation contre le colonialisme. Partout, il y a des manifestations contre la guerre d'Algérie, manifestations auxquelles participent certainement les jeunes Guadeloupéens (certains d'entre eux sont mobilisés pour cette guerre en tant que soldats français !).

Le développement du mécontentement populaire, la faiblesse des mouvements de gauche, l'influence qu'exercent les luttes de libération nationale cubaine et algérienne, l'éclatement au grand jour des divergences à l'intérieur du Mouvement Communiste International... vont favoriser la prise de conscience des Guadeloupéens, particulièrement chez les intellectuels. Ceux-ci commencent à comprendre que le P«C»G n'est pas un phénomène isolé, que c'est un des éléments d'une ligne qui existe au niveau international, la ligne révisionniste. Tous ces facteurs font mûrir la situation, favorisent le développement de groupes révolutionnaires. La lutte pour l'indépendance nationale apparaît.

**DEMAIN : LA LUTTE POUR
L'INDÉPENDANCE
NATIONALE**

Ainsi, dans les années 61-62, des intellectuels créent un front antillou-guyanais dirigé principalement par des nationalistes. Mais on voit alors des intellectuels guadeloupéens, des étudiants, membres de ce front aller trouver le P«C»G pour lui demander d'en faire partie, d'en prendre la direction.